

MALOUINES : DROLE DE GUERRE ?

Semaine du 16 au 22 avril 1982

N° 58 - 5.00 FF

Sans Frontière

Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde



A LA UNE :

- ☐ Ils ont tué à Jérusalem Pages 3 et 4

ICI ET LA :

- ☐ Grève immigrée et panique syndicale Page 5

- ☐ Stocks d'armes et stocks d'hypothèses Page 5

- ☐ Belgique : Fin de la grève de la faim Page 6

- ☐ Rénovation de l'Ilot Châlons Page 7

- ☐ Vitruve : Vers une éducation inter-culturelle Page 9



SUD-SUD :

- ☐ La charte africaine Les droits de l'homme Page 9

- ☐ L'Apartheid : une escroquerie morale et politique Page 10

- ☐ Algérie : Le billet de 500 dinars n'a plus cours Page 11

- ☐ Les Malouines : La drôle de guerre Page 13

- ☐ Le mémorial Frantz Fanon en Martinique Page 14

CULTURE :

- ☐ Littérature haïtienne Page 16

- ☐ Le Malouf Tunisien Page 17

- ☐ Sans-Frontière - services Page 19

Des remarques en catégories

Amis journalistes !

Après avoir lu votre journal n° 55, sous le titre sensationnel : « Ben Bella parle ... », je décide de vous écrire, pour apporter certaines remarques, à la longue interview que vous a accordée le personnage déjà cité. En effet, cette interview contient des choses qu'on ne peut pas laisser passer. Mes remarques seront de deux catégories, l'une concernant la rédaction de « Sans Frontière », l'autre concernant l'homme que vous avez interviewé.

Premièrement : je déplore le fait que vous ayez utilisé, dans des buts publicitaires évidents, un titre à sensation (« Ben Bella parle ») digne de certains journaux comme « Ici Police » ou « Ici Paris », au niveau culturel et sérieux assez bas. A voir le titre, on dirait que vous avez recueilli les révélations d'un prophète ou d'un messager apportant la solution aux multiples problèmes de ce monde. Ensuite, d'emblée vous ne manquez pas de faire apparaître votre sympathie envers votre brave interlocuteur : « Homme du premier novembre », « homme de l'esprit de tolérance » ... et autres cadeaux ; sous le portrait du jeune couple (on dirait de nouveaux mariés), dont la brave dame est habillée en « sœur musulmane » sans doute pour séduire ses « frères » musulmans.

Enfin je passe sous silence vos nombreuses questions partisans, pour ne retenir qu'une, qui est une affirmation. Celle où vous affirmez à votre invité : « vous restez quand-même un éventuel recours en Algérie ». Permettez-moi donc de sourire, messieurs les journalistes. Je sais bien que vous n'êtes pas des fins observateurs politiques, ni des historiens, mais quand-même. Une telle affirmation est inadmissible et inacceptable. N'a-t-on pas assez de chameaux ou de mulets pour faire appel à ce personnage ? Sérieusement, croyez-vous que les Algériens vont changer d'option politique et d'institutions, comme votre

invité change d'opinion d'une question à une autre ? Et même s'il en était ainsi, croyez-vous qu'il n'y a pas en Algérie, des hommes capables d'assurer les fonctions suprêmes pour qu'on fasse appel à n'importe qui ? Un peu de sérieux, je vous prie. Je suis assez étonné qu'un journal comme le votre qui se veut de l'immigration et du Tiers-Monde, parle de l'Algérie comme le font les journaux réactionnaires et droitiers français qui portent sous leurs bras, les Algériens, comme si nous étions des gosses. Non, messieurs, les Algériens ne sont pas des gosses. Et évitez à l'avenir, ce genre de comportement.

nellement » (SVP) très bien, qu'il lui doit beaucoup. En même temps, il ajoute « je ne suis pas un messaliste, j'ai combattu cet homme ... »

Parlant de Abane Ramdane, Ben Bella n'est pas choqué ou ému par la mort de cet homme, mais il est choqué et bouleversé par le procédé par lequel Abane a été liquidé (« Des lacets »). Pis encore, Ben Bella, comme voulant justifier la mort d'Abane, il lui reproche (au nom de quoi ?) son « comportement fasciste », ses faiblesses « en besoins idéologiques », son manque d'expérience ... Mais en même temps, il le qualifie de « ... dirigeant absolument



La seconde catégorie de mes remarques porte sur celui que vous avez interviewé et sur ses réponses. Mais je serai assez bref.

Il a dit : « non, il n'y a pas de nouveau Ben Bella, c'est le même Ben Bella qui con-

remarquable ». Il reproche aussi à Abane Ramdane, le fait d'avoir introduit au sein du FLN « la racaille politique » (Ferhat Abanne, etc ...). Or, à votre 4^e question, Ben Bella répond ceci : « tous ceux qui ont

Quelle contradiction ?

tinué ». En effet, je constate que c'est toujours le même homme, aussi brouillon, aussi ambitieux, aussi aventurier, aussi personnaliste, aussi confus, aussi parcoeuriste d'ouvrages mal assimilés, aussi opportuniste, ... bref aussi incapable.

Hier, comme aujourd'hui, il personnalise la Révolution, répète à chaque phrase qu'il est l'homme qui a fait le premier novembre, utilisant à longueur de journée la première personne du singulier, et se jetant des fleurs et des décorations de toute sorte.

Parlant de Messali Hadj, il dit qu'il le connaît « person-

combattu sous des chouhada, des martyres ... » Il regrette plus loin, qu'à l'instar de la Révolution palestinienne, la révolution algérienne n'ait pas accepté d'autres tendances, d'autres organisations en son sein, ce qui a causé la mort de « très bons militants ». Quelle contradiction ! ON n'arrive plus à suivre Ben Bella. Logiquement et selon lui, la « racaille politique » sont des chouhada, puisqu'ils ont lutté pour que l'Algérie soit libre, et cela un temps soit peu. Il reproche à Abane Ramdane l'introduction d'autres tendances au sein du FLN, en même temps qu'il regrette l'absence de tendances !

Parlant de l'époque de sa présidence de 62 à 65, Ben Bella le gentil, affirme avoir économisé du sang (tiens, tiens !) et avoir refusé le choix du sang. Qu'il est démocrate le bonhomme, pour celui qui ne le connaît pas. Allez donc demander aux habitants de la Kabylie, ce qu'ils ont vécu sous Ben Bella en 63, lors de ce qu'il appelle « l'affaire de Tizi Ouzou ». J'aurais aimé qu'il nous parle du mariage de l'Algérie avec l'Egypte, qu'il a voulu réaliser ; de Sidi Papito, le cubain ; de Ali Khachaba, égyptien et autres ... ses conseillers occultes, qui avaient voulu faire de l'Algérie un terrain d'essai à leurs théories. J'aurais aimé qu'il nous parle du colonel Chaabani, qu'il avait discrètement encouragé à se rebeller contre l'armée, et qu'il a fait passer par les armes (pour avoir désobéi) malgré la vive opposition des chefs de l'armée. Qu'il nous parle des nombreux ministères qu'il avait concentré entre ses mains, et de bien d'autres déviations et erreurs. Heureusement que l'ANP était là en 1965.

Voilà enfin, ce brave monsieur qui se met à parler de l'Islam. On dirait un nouveau prophète, et utilise tous les moyens pour se faire passer ainsi, même sa femme, qu'il fait habiller en « sœur musulmane » pour la télévision française et les caméras (avec la tenue intégriste). Il dit qu'il faut revenir à l'Islam, pour sortir de la misère du sous-développement. A ceux qui ont fait partout dans le tiers-monde, monsieur propose l'Islam. Oui effectivement l'Islam, est une religion de tolérance, de liberté, de culture ... mais elle ne possède aucun mode de développement spécifique, capable d'arracher des pays entiers au sous-développement.

En réalité, personne n'est dupe. Par son « message » islamique, Ben Bella n'a d'autres ambitions que de séduire et de plaire aux réactionnaires et rétrogrades « Frères musulmans ». Il espère avoir l'estime de ces obscurantistes des pays arabes et musulmans ; mais je doute fort que ces derniers le suivent, car l'opportunisme de Ben Bella est trop connu.

Si j'avais un conseil à lui donner, lui qui pourrait être mon grand-père, c'est celui de rester calme, de ne pas se dévoiler davantage.

Un passé de héros, ne peut expliquer ou pardonner le présent, lequel présent a commencé en 1962.

Domage, que ses années passées en prison, ne lui ont pas servi de réflexion, et de maturité politique.

A l'heure où l'on parle d'abaisser l'âge de la retraite à 55 ans, il serait peut-être temps que Ben Bella prenne la sienne, lui qui n'est pas loin des 70 ans. Qu'il se repose tranquillement, il en a bien besoin. Qu'il écrive ses mémoires s'il le désire (à sa manière, comme toujours), mais pourquoi pas, car après tout d'autres écrivent bien des romans d'aventures.

Abdelaziz - Ameghnas.
Bondy

sans frontière

SERVICE SOCIAL

Kamel BELARBI
Marc WEITZMANN
Fabienne MESSICA
Lella SEBBAR
Daniel LACERDA
Hassan ZEROUAL
Saïd BOUZIRI

SERVICE INTER

Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Macodou N'DIAYE
Blaise N'DJEHOYA
Edouardo OLIVARES
Joël BOULARD
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA

SERVICE CULTUREL

Khadidja BACHIRI
Mohamed NEMMICHÉ
Dalila ZOUAOUI
Peira CAVA
Julien WEISS

SPORT

Hocine DIDOU

DESSINS

T. ARAB
POUB'S

PHOTOS

DJEMAI
Ahamadou GAYE
Senna ABDELHAK
AKLI

SECRETERIAT
DE REDACTION

Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI
PACO
Driss MOURAD
Abdel BOUAKRA
Fawzia ZOUAOUI

ABONNEMENT,

DIFFUSION, PUBLICITE
NADHIRA
Ali MAJRI
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris.
Tél. 278 44 78.

Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.

Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.

Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »

Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°

Imprimerie Voltaire-Impression. Montreuil.

TARIFS
D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

☐ Abonnement ☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chômeurs et étudiants *		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

* Sur justificatif

Chèque ☐

C.C.P. ☐

Les événements du mois de mars dernier ont pu prouver à chacun l'existence politique du peuple palestinien, qui les mains nues, affrontait l'armée la plus puissante de la région, une armée d'occupation qui se comporte comme toutes les armées d'occupation de par le monde. Beaucoup d'observateurs avaient à l'époque, dénoncé l'existence d'une « OAS » juive dans les territoires occupés.

La fureur sioniste :

« ILS » ONT TUE A JERUSALEM

Cette « OAS » vient de se manifester en frappant à la Mosquée d'El Aqsa (ou de Omar). Alan Harry Goodman membre de cette « OAS » représentée par Meir Kahane, partisan de l'expulsion de tous les Palestiniens arabes de ce qu'il appelle « Le grand Israël », a tiré calmement sur la foule de fidèles, provoquant la mort de deux Palestiniens, tout en blessant sept autres.

Les mouvements de protestation qui ont suivi, tout au long de ces journées ont été réprimés par l'armée israélienne avec une violence inouïe. De Jérusalem, à Gaza en passant par la Cisjordanie, la population a crié son indignation et sa colère face à cet acte qui les

atteint au plus profond d'eux-mêmes.

L'armée de l'occupant n'hésite pas à tirer sur des enfants, comme ce fut le cas, mardi dernier à Gaza, où un enfant de sept ans est mort et que sept autres ont été blessés. Ils sont tous âgés de moins de dix ans.

Il faut peut-être avoir en tête que les maires palestiniens qui ont été régulièrement élus, se sont vus destituer par les autorités militaires israéliennes, et qu'ils sont toujours assignés à résidence.

Les journaux paraissant dans les territoires occupés sont toujours interdits. La jeunesse pour sa part n'a cessé de manifester, tant dans les lycées qu'au sein de la seule université, à Bir Zeit, qui est fermée depuis plus de deux mois.

Il ne restait plus que les enfants pour réagir et protester. Ils sont descendus dans les rues, se faisant les porte-voix de leurs parents et de leur peuple, à qui il ne reste plus aucune possibilité d'expression quelconque.

L'appel à la grève générale, lancée à la suite de l'attentat par le Conseil Suprême Musulman a été largement suivi. Tout au long des

journées de dimanche, lundi et mardi, des centaines de jeunes palestiniens ont manifesté sur les lieux de la tuerie dans la Jérusalem arabe et dans les territoires occupés. A Jérusalem, un cortège pacifique de protestations organisé par les autorités religieuses a été violemment dispersé par la police qui a arrêté plusieurs notables chrétiens et musulmans. Un caméraman israélien travaillant pour une chaîne américaine a été blessé lors de la répression des manifestations.

Dans le camp de réfugiés palestinien de Doueh près de Béthléem et de Balata près de Naplouse, de violents accrochages ont eu lieu entre de jeunes manifestants et l'armée israélienne qui a fini par imposer le couvre feu sur les deux camps.

Par ailleurs, l'armée encercle le collège de Gaza, interdisant de force au maire de la ville, M. Rachad El Chawa, de s'entretenir avec les notables de la ville.

A Béthléem, ville à majorité chrétienne la grève générale a été massivement suivie malgré les pressions militaires visant à obliger les commerçants à ouvrir leurs magasins.

En Cisjordanie, des camps de réfugiés sont assiégés par l'armée qui opèrent de nombreuses arrestations.

Des colons israéliens de Kiryat Arbat attaquent des palestiniens de Khalkhoul. Le blocus est imposé à la ville à la suite de la riposte de la population. Là encore, on dénombre des dizaines de blessés.

A Nusseirah, camp de réfugiés, l'armée tire « en l'air » : six palestiniens sont atteints.

Les forces d'agression israéliennes n'ont pas hésité au cours de toutes ces manifestations à tirer sur la foule comme elle l'avait toujours fait, et récemment encore lors des soulèvements de la fin du mois de mars. Elle a été jusqu'à renforcer l'armement, déjà con-

sidérable, des colons israéliens installés en territoires occupés. Ainsi ce sont de véritables milices privées qui mènent une politique de terreur à l'encontre du peuple palestinien auquel elles s'attaquent périodiquement depuis plusieurs semaines. Ratonnades, enlèvements, tortures, assassinats, sont les armes chéries et préférées de ces croisés du « Grand Israël ».

Comme pour illustrer cette logique, les déclarations de Goodman, après son arrestation expriment bien l'état d'esprit régnant en Israël.

« Je n'ai pas besoin d'un avocat, mon affaire est d'apantage politique que criminelle » a-t-il proclamé en souriant.

Fatima Belhadi

« Je ne veux pas mourir »

« C'est fini, je n'irai plus manifester, j'ai peur d'être tué » : Omar, 10 ans, a été blessé mardi d'une balle à la jambe lors des manifestations au camp de réfugiés palestiniens de Jabalia, près de Gaza, au cours desquels un enfant de sept ans a été tué par l'armée israélienne et plusieurs autres dizaines de personnes blessées par balles.

Dans son pyjama rose, sagement couché sur son grand lit de l'hôpital Schife, à côté de sa soeur âgée de sept ans, elle aussi blessée par balle, à la cuisse, Omar raconte : « Nous chantions des chants palestiniens à proximité du bâtiment de l'armée. Nous avons commencé à approcher en jetant des pierres. Brusquement les soldats ont tiré sur nous ».

« Quand j'étais avec mes copains, je n'avais pas peur. Mais après, j'ai eu très peur. Je ne recommencerais jamais, je ne veux pas mourir » ajoute Omar.

Alors, pourquoi manifestait-il ? « parce que les juifs nous ont pris notre terre », répond timidement Omar en quêtant un regard d'approbation des médecins qui l'entourent et traduisent ses paroles en anglais.

Hervé Martin
(A.F.P.)

Un palestinien blessé par balle sur les marches de la mosquée



Soldats israéliens empêchant les fidèles d'entrer dans la mosquée, après la fusillade.

Au bout de la haine

Alan Goodman, n'est ni fou ni dément. C'est un soldat israélien. L'armée l'a reconnu bon pour le service. C'est un militant sioniste, cohérent et logique avec lui-même, fidèle à l'idéologie dont il est nourri. Il veut en finir avec les arabes, les jeter à la mer, ou les enterrer dans une fosse profonde.

Alan Goodman est un bon soldat israélien : il a la haine de l'arabe en général et du palestinien en particulier dans le sang. Il a émigré des Etats-Unis, fort de cette conviction. Il ne croit ni à la coexistence, ni à la paix. Il va jusqu'au bout de la haine : le meurtre aveugle, sans raison précise pourvu que des arabes soient annulés.

Ce bon soldat, disciple du rabbin Kahana, plus à droite encore que Begin, à qui il reproche d'être mou, est aussi un homme politique. Son geste est daté dans le temps, situé dans une conjoncture particulièrement propice : deux semaines avant le retrait israélien du Sinaï, en plein trouble des populations arabes de Cisjordanie, et juste avant l'occupation... du

Sud-Liban.

L'assassinat du « diplomate » israélien à Paris - qui ne profite absolument pas à l'OLP - a été le signal et le détonateur. Ne tenant compte d'aucune instance internationale, Israël est à l'image de Goodman : fidèle à lui-même, il avance, excitant les palestiniens de l'histoire pour mieux s'y inscrire, leur refusant l'existence, et instituant le racisme et la haine comme principes politiques.

Il n'y a pas que l'éclat spectaculaire d'un Alan Goodman, il y a aussi les civils israéliens armés et qui tirent sur les manifestants arabes. Ils criblent de balles les enfants, cibles privilégiées, graines et racines de cette identité Palestinienne qu'Israël veut liquider par tous les moyens.

En ce sens, Alan Goodman en tirant sur la foule arabe n'a fait qu'appliquer à la lettre la politique de meurtre prônée et défendue par Begin.

Tahar Ben Jelloun

Les fous dangereux

A lors qu'on l'attendait au sud Liban, l'armée israélienne a frappé à Jérusalem, de la façon la plus ignoble, et la plus lâche qui soit. Quel « *Haut Fait d'armes* ! » que de tirer au fusil d'assaut sur des fidèles en train de prier dans une mosquée. « *C'est l'oeuvre d'un fou !* » nous dit-on ici et là, exquise excuse pour les « *bonnes consciences* ».

Le fou par définition, n'est-il pas un irresponsable ! Mais non, **Alan Goodman** n'est pas plus fou que **Begin** ou **Meir Kahana**. A moins, qu'ils soient tous fous, et alors c'est grave, très grave, la folie meurtrière pourrait gagner toute la société israélienne ; et l'Etat Hébreu risquerait d'avoir le triste privilège d'avoir le plus de fous au Km2.

En attendant, les soldats israéliens, (fous ou pas) n'arrêtent plus de récidiver, et chaque jour qui passe dans les territoires occupés, apporte son lot de morts et de blessés.

Mardi 13 avril, c'est un enfant de sept ans, **Suhil Ghaden** qui a été tué à Gaza par les soldats israéliens, tandis que sept autres enfants de moins de dix ans étaient blessés par balles.

Dans le monde musulman l'attaque de la mosquée d'El Aqsa a été ressentie comme un sacrilège. De l'Indonésie au Maroc, une communauté est en deuil après la profanation du deuxième « *Lieu Saint de l'Islam* ».

Des millions de musulmans ont observé des arrêts de travail mercredi 4 avril en solidarité avec le peuple palestinien. Même si ces appels à la grève ont été lancés par des régimes qui trop souvent répriment dans le sang tout mouvement populaire, il n'en demeure pas moins, que l'ensemble de la communauté musulmane de part le monde, s'est sentie profondément touchée dans sa spiritualité.



Alan Goodman prosélyte sanguinaire du « grand Israël »

Dans les capitales occidentales par contre, c'est le silence... C'est vrai que les « *sauvages* », ce sont toujours les « *autres* ». Pourtant, les pays occidentaux, devront bien se rendre à l'évidence s'ils ne veulent pas pour la deuxième fois de leur histoire, être les complices du génocide d'un peuple. La réalité crève les yeux, il est encore temps de faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard !

D'ici quelques jours, le Sinaï, devra être restitué à l'Egypte. Mais plus on s'approche de l'échéance, et moins les israéliens ne semblent vouloir tenir parole. Tour à tour Mrs. Levy vice premier ministre, et Sharon ministre de la défense, se relayent pour menacer l'Egypte de ne pas lui rendre le Sinaï. Et si Begin, était reconnu comme **fou dangereux**, les accords de Camp David deviendraient caduques d'autant plus que Sadate est mort, et Carter n'est plus président.

Pauvre Sadate s'il avait su...

Farid Aïchoune

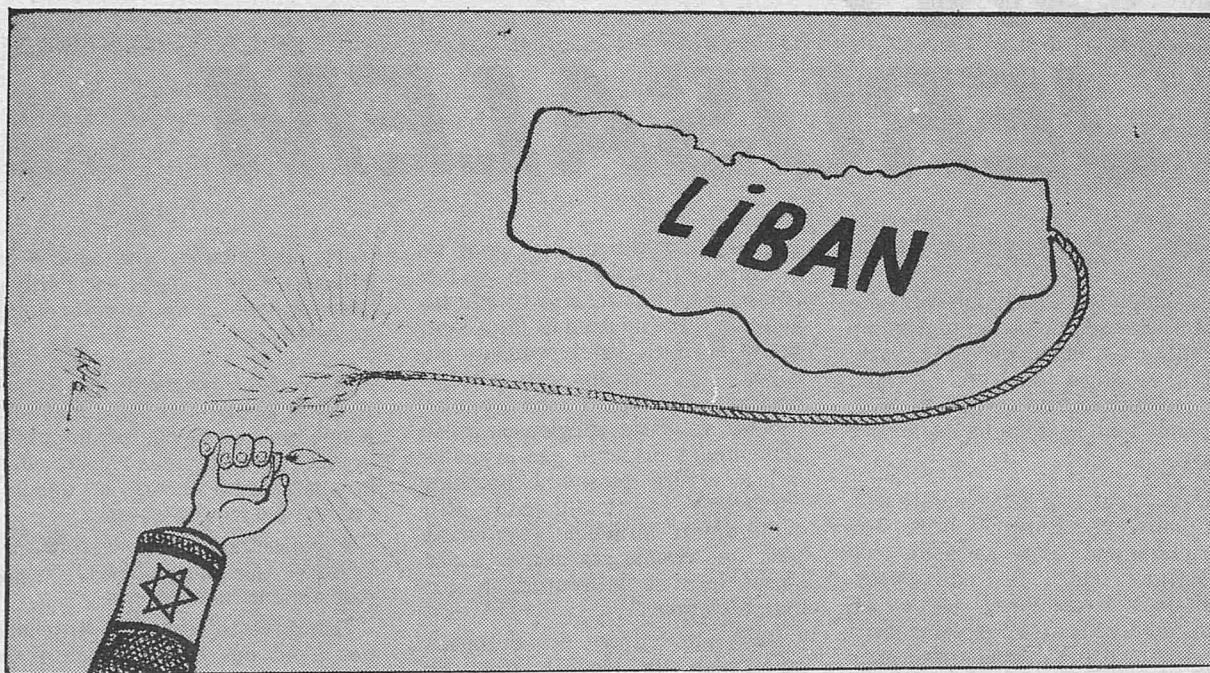
Sud-Liban :

INTERVENTION ISRAËLIENNE INEVITABLE !

Voilà sept ans, jour pour jour, le 13 avril 1975, qu'a commencé le dépeçage du Liban.

dernière stipule d'une part que « *soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban* » et décide d'autre part « *d'établir sous son autorité une force intérimaire des Nations unies pour le sud Liban aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes et d'aider le gouvernement Libanais à restaurer son autorité effective dans la*

sept mille hommes par une résolution adoptée le 25 février. Il n'est cependant pas précisé si les milles hommes supplémentaires sont destinés à contrôler jusqu'à l'enclave du commandant Haddad. Quoiqu'il en soit, selon un autre témoignage, le porte parole officiel des forces de l'ONU stationnées au Liban n'hésite pas à confier « *techniquement, les israéliens peuvent nous passer sur le ventre*



S sept ans plus tard la situation n'a jamais été aussi grave pour ce pays. Après son explosion en multiples régions sous domination maronite, chiite, syrienne ou palestinienne vient la seconde phase de la restructuration régionale. La dissolution définitive de ce pays, son partage entre les forces en présence, commence au Liban Sud.

La résolution 425, du conseil de sécurité adoptée le 19 mars 1978 à la suite de la plus importante intervention israélienne au Sud Liban n'a jamais été aussi vide de sens.

Dans la nuit du 14 au 15 mars 1978, l'armée israélienne opérait une avancée de dix à quinze kilomètres de profondeur en territoire libanais. La tactique israélienne prévoyait une progression vers le Nord jusqu'à la ligne rouge du fleuve Litani. Cette progression sera freinée par les Etats-Unis qui ont adopté avec l'accord tacite de l'URSS la résolution 425. Cette

région ». Cette résolution ne fut jamais appliquée et les raisons invoquées furent des divergences dans l'interprétation du texte adopté.

C'est à ce moment que la région est entrée dans un statut totalement informel et que s'est dessinée une carte du sud Liban qui montre bien l'enjeu de la zone et sa complexité. Pour Israël il n'était pas question de quitter la « *zone tampon* » d'une dizaine de kilomètres qui leur avait permis d'établir leur autorité sur une bande qui s'étend de Naqoura au « *doigt* » de Marjayoun par Commandant Haddad interposé. Un témoin rapporte « *on peut entrer dans cette zone de 670 kilomètres carrés sans être muni de passeport ni de visa. En revanche, il faut être escorté d'un officier israélien* ». Voilà déjà une portion du Liban qui échappe donc aux autorités légales libanaises. Juste au dessus de ce « *Liban libre* » se trouvent les effectifs de la force intérimaire des Nations-Unis (FINUL) portées à

sans problème. Il serait suicidaire de vouloir nous opposer par la force à une telle invasion s'ils décidaient de traverser nos lignes plutôt que de les contourner par la mer ».

Enfin, si Israël doit exécuter une pareille opération s'est dans le but d'assener une opération « *coup de poing* » aux palestiniens qui contrôlent la zone restante qui s'étend du fleuve Litani jusqu'à la banlieue de Beyrouth en longeant la plaine littorale, incluant les villes de Tyr Saïda et Damour.

Définitivement le territoire du Liban Sud échappe aux autorités libanaises. Cette zone représente actuellement le détonateur d'un conflit régional qui dépasse de très loin les protagonistes qui y sont directement impliqués, à savoir les libanais et les palestiniens. Le moteur de ce processus reste le sempiternel principe actif de la stratégie israélienne : celui de la sécurité. Israël à plusieurs reprises a invoqué des motifs de rupture de cessez le feu établi en Juillet 81. D'une part le renforcement militaire de la présence palestinienne dans toute la zone située au dessus du Litani, une tentative d'infiltration d'un commando palestinien à partir de la Jordanie d'autre part et enfin

l'assassinat du pseudo-diplomate israélien Barsimantov à Paris, tout cela est considéré comme actes de belligérance. En réalité tout cela n'est que prétexte grossier servant à couvrir le véritable enjeu de la partie qui se joue.

Le compte à rebours concernant le déclenchement de l'opération Sud Liban est largement entamé. La date d'échéance reste inconnue



mais l'opération n'en reste pas moins inévitable. Depuis l'annexion du Golan et l'intégration sournoise de la Cisjordanie au territoire israélien, l'état palestinien paraît totalement impossible à créer. Par ailleurs il semble que la restitution du Sinaï, de plus en plus inévitable, ne puisse se faire sans contrepartie.

Pourtant, les objectifs de l'intervention militaire apparaissent très clairs : sabotage du potentiel militaire palestinien et réduction de sa force et de sa représentativité, creuser l'éloignement entre les implantations de colonies en territoires occupés et l'artillerie palestinienne, enfin élargissement de la marge de manoeuvre diplomatique israélienne au niveau régional. Il est évident que dans ces conditions c'est encore les libanais et les palestiniens qui feront les frais de l'opération.

Cette intervention en effet va provoquer un accroissement du flux de réfugiés du sud vers Beyrouth et sa banlieue et entraîner un affrontement à partir de la question de l'implantation des sudistes et des palestiniens. Reste à savoir quelle position adopteront les ténors du « *refus arabe* ». La Syrie au cours de l'intervention de mars 78 avait opté pour un immobilisme de ses troupes que les palestiniens considéraient comme une « *neutralité positive* ». Le contexte actuel qui n'est pas fondamentalement différent sur le terrain fait ressortir sur un fond de multiplication des zones de micro affrontements un consensus régional qui pourrait bien déboucher sur un nouveau processus de négociations. Damas, régnant en maître au Liban sur tout ce qui n'est pas le « *ghetto chrétien* » a de sérieuses difficultés avec les diverses organisations palestiniennes. Des hostilités avec l'état hébreu pourraient accélérer une ouverture sur la question du Golan où les druzes après avoir brûlé les cartes d'identité israéliennes qui leur sont délivrées poursuivent leur mouvement de grève générale depuis maintenant bientôt deux mois !

Alain Chemali

Ligue Arabe Réaction de Monsieur M'Hammed Yazid

Aujourd'hui El Aksa, demain ce sera peut-être la Mecque ou Médine. La fusillade du dimanche de Pâques s'inscrit dans la logique de la politique expansionniste et annexionniste d'Israël qui veut mettre à genoux politiquement et spirituellement tout le Moyen Orient.

Nous notons le silence officiel des capitales européennes. C'est à se demander si on pourra un jour parvenir à couper le cordon ombilical politique et philosophique qui lie l'Occident à Israël.

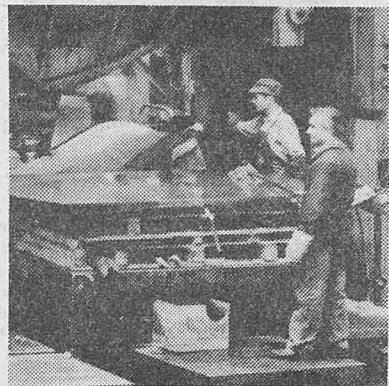


Fedayins palestiniens au Sud-Liban

Renault-Flins :

GREVE IMMIGREE, PANIQUE SYNDICALE

Dans la foulée du 10 mai, le directeur et le directeur du personnel de Renault, secteur nationalisé, sont changés. Quelques mois plus tard, le gouvernement socialiste subit sa première bataille sociale, justement à Renault, immigrés en tête. Tout récemment, Pierre Mauroy visitant l'entreprise appelait à la concertation ; quelques jours plus tard, les immigrés, encore une fois, lançaient le mouvement de grève. Mais qu'est-ce qu'ils veulent ?



Les initiateurs du mouvement les caristes, l'expliquent : modifier le statut des O.S. le travail à la chaîne. « Droit de l'Homme », scandaient-ils mardi matin. Surprenant succès : en deux jours de grève (mardi et jeudi dernier), les caristes obtenaient l'échelon supérieur. Même étalé jusqu'en juillet 83, cette « montée en grade » est une victoire d'autant plus grande qu'inattendue.

Au moment même où les caristes votaient la reprise du travail, les OS stoppaient spontanément les machines, bloquant la production de quelques 5.000 R5. Les syndicats allaient de surprise en surprise. La direction aussi, qui paniquait et décidait dès vendredi le lock-out de près de 7.000 ouvriers. Dès ce moment, les syndicats se devaient, tant bien que mal, d'entrer dans la danse ; c'était la « journée décisive » de mardi, première offensive syndicale, qui devait tourner court. Mais qu'est-ce qu'ils veulent, se demandaient les délégués, paniqués.

« Les grévistes, m'explique un ouvrier, ils sont à la peinture, à l'autre bout de l'usine. Pour les trouver, il faut tout traverser ». Dont acte. Tout au long de la traversée de cette ville-usine qu'est Renault, les O.S. m'indiqueront l'atelier de peinture comme le centre de la grève. Mais lorsque

j'arrive, un algérien m'explique : « Nous c'était la semaine dernière, de mardi à jeudi exactement. Maintenant c'est fini, c'est les OS. Quand ils ont vu qu'on avait gagné, ils ont immédiatement débrayé, quatre heures après le vote de reprise du travail. Mais ce n'est pas la même chose. Nous avons fait la grève pour le changement de statut. On a obtenu qu'il soit étalé pour les caristes, d'ici juillet 83, par ordre d'ancienneté. Les syndicats nous ont soutenu, mais c'est tout. Ils n'ont pas pu ajouter leurs propres revendications. Tandis qu'avec les OS à présent, ils mélangent tout, on ne comprend plus rien ».

A lire les tracts distribués par les syndicats, on s'y perd effectivement. Si la CFDT axe ses mots d'ordre sur le changement

**« F.O, CGT, CFDT,
nous sommes pareils »**

d'échelon et les cadences de travail, la CGT préfère parler de pré-retraite, réduction du temps de travail, 5ème semaine de congés payés, ajoutant « à ces grands chapitres l'examen des problèmes des différentes catégories : jeunes, femmes, immigrés, handicapés (sic)... Le PCF, lui, ne retient que trois points revendicatifs : l'augmentation des salaires, la diminution des cadences et les 39 heures.

Une division visible jusque dans le meeting, mardi midi, qui réunit les lock-outés devant les portes de l'usine. Deux micros différents, deux banderoles séparées, deux discours opposés :

La CFDT : « Nous refusons les négociations point par point et qui passent à côté de l'essentiel. Non seulement nous sommes prêts à occuper l'usine mais nous pensons que c'est actuellement la seule chose à faire ».

La CGT : « Occuper, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est aux travailleurs de décider de leurs moyens d'actions. S'il se trouve qu'ils ont envie de passer la nuit ici, nous les soutiendrons. Mais l'important, c'est de négocier ».

Un délégué CFDT explique :

« La CGT est en train de créer la division. Ils ne supportent pas de

n'avoir pas guidé le mouvement. Pour eux, cette grève est très importante : depuis les élections de Billancourt, ils se rendent compte qu'ils sont en perte de vitesse dans « leur » usine. Renault n'est plus le bastion de la CGT. A tel point qu'ils ont parachuté un délégué de Billancourt, parce que le responsable de Flins n'est pas à la hauteur de la situation. Ils gueulent fort, mais en réalité, ils veulent que ça se calme. Nous avons vu des tas de militants CGT antigrevistes dans les ateliers ».

Les responsables CGT se succèdent au micro dans des discours parfois peu adaptés à la situation. « C'est vous qui avez chassé la droite », dira l'un d'entre eux aux centaines de « basanés » massés autour des stands syndicaux.

Les OS lock-outés passent d'un haut-parleur à l'autre, assez peu au fait des subtilités syndicales. Leur centre d'intérêt : la colère. « Mon chef de service m'a mis à la porte raconte un français, outré. Ça fait dix-sept ans que je travaille ici et ce matin, il me dit « pas la peine de te changer, dehors ». Vous vous rendez compte ? ».

Un délégué syndical, maghrébin, fera un instant l'unanimité de tous les grévistes : « Combien d'entre nous ont sacrifié leur vie à Renault ? Combien d'entre nous ont sacrifié un oeil, un bras, une main, à Renault ? Et aujourd'hui, on nous fout dehors ! Va-t-on accepter ça ? Que nous soyons à F.O, à la CGT ou à la CFDT, c'est pareil. Nous sommes pareils ».

Crépitements d'applaudissements. La CGT profite de l'attention dont elle est l'objet pour lancer une série de slogans. « Nous voulons négocier ! » La CFDT se tait.

Un marocain aborde l'un après l'autre les délégués syndicaux, de toutes tendances : « Pourquoi vous n'avez pas de mot d'ordre commun ? On a l'impression d'être tiraillé de tous les côtés ». Invariablement, la même réponse : « Ce n'est pas l'heure des débats ».

Le lendemain, on apprenait la levée du lock-out et l'ouverture de négociations prochaines entre la direction et les syndicats. Avec participation des grévistes.

M.W.



Hamami.

STOCKS D'ARMES ET D'HYPOTHESES

Une grosse affaire à lire à la « une » de certains journaux et pas seulement de droite, semble avoir remué l'opinion publique en France. Un stock d'armes est découvert dans un local du 20ème arrondissement, qui sera surveillé par la police avant d'aboutir à l'arrestation de deux jeunes : Joëlle Aubron (présentée dans un premier temps comme une jeune fille de bonne famille) et Mohand Hamami (présenté comme un homme de main d'origine algérienne, à cheval entre le militant et le droit commun).

Toutes les informations qui vont paraître vont être distillées au compte goutte certainement à dessein. A l'heure où nous bouclons et en fonction des informations qui ont été publiées, nous allons essayer à notre tour de faire le point sur cette affaire.

Les deux jeunes arrêtés sont des militants politiques d'Action Directe. La police affirme que la mitrailleuse qui a servi au mitraillage d'un bâtiment israélien à Paris se trouve dans le stock d'armes saisis récemment. Le groupe « Action directe » n'a pas démenti jusqu'à aujourd'hui mais il n'a toujours pas revendiqué l'action, qui rappelons-le n'a fait aucune victime. Par contre il semble que Joëlle Aubron ait été identifiée comme membre d'un groupe qui a attaqué une banque à la place des Ternes, hold-up effectué le 15 avril 81 et qui a causé la mort d'un policier. Voilà ce qu'on peut dire jusqu'à présent. Tout le reste n'est qu'hypothèses plus ou moins fondées avec lesquelles, certains journalistes essaient de jongler pour trouver le lien avec le récent assassinat de de Yacov Barsimantov, 2ème secrétaire de l'ambassade d'Israël à Paris et semblait-il responsable du Mossad pour la France.

Le type même d'action (une jeune fille à visage découvert) ainsi que l'arme utilisée (un 7,65 d'origine tchèque qui a déjà servi pour d'autres attentats en France) semblent indiquer qu'il faut chercher dans d'autres directions qu'« Action Directe ».

Et qu'il s'agirait plutôt d'actions types de services secrets, qui peuvent bien sûr manipuler ici ou là un certain nombre de personnes mais pas longtemps.

Comme le dit à juste titre Gilles Millet dans le journal « Libération », il s'agit là d'actions d'une toute autre nature que celles qui ont été accomplies jusque là par le mouvement « Action Directe ».

La personnalité de Hamami peut alors servir pour accréditer ces manipulations. Pour notre part, et pour ce que nous savons de lui Hamami se proposait à sa sortie de prison et après son amnistie, d'ouvrir une librairie à Grenoble. Mais deux événements semblent avoir changé le cours de sa vie. Il faut en effet avoir en tête la mort de « Ferid Ben Chelal », dans un commissariat en Finlande, dont la mort est toujours mystérieuse, pour se faire une idée de ce qu'a pu ressentir Hamami et alors qu'il était lui-même le point de mire de Farid lorsqu'il était en prison. Les événements du mois de mars en Cisjordanie, ont semble-t-il aussi atteint Hamami dans sa sensibilité.

Sa sensibilité est celle d'un écorché vif. Les actions du mouvement « Action Directe » sont critiquables. Elles ne peuvent être dans tous les cas assimilées à la guerre secrète que se livrent les services spéciaux de différents pays et pas seulement, ceux des pays arabes.

M.A.

Première victoire à Schaerbeek :

L'APPLICATION DE LA LOI

A la veille de Pâques, le mouvement des grévistes de la faim de Schaerbeek (agglomération Bruxelloise) a remporté une première victoire.

À l'issue de douze jours de jeûne et de nombreux actes de solidarité en faveur des quelque 700 immigrés que cette commune se refuse à inscrire sur ses registres, le premier ministre belge Wilfrid Martens s'est prononcé pour l'application de la loi.

Jeudi 8 avril, une délégation du M.O.C. (Mouvement Ouvrier Chrétien, de sensibilité progressiste) et de la C.S.C. (Confédération des syndicats chrétiens, relativement proche de la C.F.T.C. française), a rencontré le premier ministre C.V.P. (Parti des Chrétiens Flamands) pour l'inciter à prendre position dans le conflit qui oppose depuis septembre 1981, la commune de Schaerbeek aux immigrés présents sur son territoire en vertu du droit au regroupement familial.

Le premier ministre a promis de rencontrer à ce propos le ministre de la justice, le libéral Jean Gol, le 19 avril prochain. Du coup, les dix grévistes de la faim dont l'état inquiétait passablement l'équipe médicale d'assistance (certains avaient perdu jusqu'à neuf kilos) ont décidé de suspendre un mouvement amplement soutenu.

Deux jours auparavant, le mercredi 7 avril, une cinquantaine de Belges ont brûlé leurs cartes d'identité devant la maison communale de Schaerbeek dans un acte symbolique signifiant qu'ils se trouvaient ainsi dans la même situation que les immigrés concernés.

Et le jeudi 8, plus de mille personnes sont venues apporter leur soutien aux grévistes pendant les huit heures de solidarité animées par le chanteur berbère Hamsi Boubekeur et la chanteuse Wallone Christiane Stefanski, le groupe Roots (Reggae), et l'ensemble arménien Barkician. Le M.R.A.X. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie), la ligue belge des droits de l'homme, le parti du travail de Belgique, le mouvement ouvrier chrétien, des sections syndicales de la F.G.T.B. et de la C.S.C., les deux principaux syndicats ouvriers du pays et quantité d'autres organisations tel que le Mouvement Ecolo, ont saisi cette occasion pour réaffirmer leur soutien à la lutte des grévistes du 82, rue de l'Olivier (1030 Schaerbeek).

De leur côté, une vingtaine de services sociaux privés, d'associations de formation populaire, adressaient au bourgmestre Roger Nols F.D.F. (Front des Francophones, parti communautaire bruxellois), une lettre ouverte où ils s'indignaient de « la campagne raciste menée dans la commune par des autorités et des mandataires belges ». Parmi ces associations, des membres du corps

médical ont fait remarquer avec insistance que sur 800 Minimax (Allocation médicale minimum) distribuée à Schaerbeek chaque mois, seuls 12 étrangers en bénéficient. Précision intéressante dans la mesure où le collège échevinal dont le budget est grévé par le remboursement des dettes consécutives au délogement de nombreux Belges et Immigrés d'un quartier Nord pour en faire un business center, incriminent toujours les coûts que représentent pour leur commune les quelque 30 % et plus de population immigrée.

LA PARTIE N'EST PAS GAGNÉE

Néanmoins, pour réconfortants qu'ils puissent être, tous ces actes de solidarité ne doivent pas cacher que le problème est encore loin d'être résolu, même après les déclarations du premier ministre Wilfrid Martens.

Ce dernier, nous l'avons dit, doit rencontrer le 19 avril prochain son ministre de la Justice, le libéral Jean Gol qui vient de recevoir les doléances des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise préoccupés par « l'insécurité croissante qui se développe dans leur commune et les problèmes que posent la présence dans certaines communes d'une importante population immigrée », et qui selon eux rencontrent largement leurs préoccupations.

On se rappelle que le 31 mars dernier, le ministre de la Justice avait annoncé au Sénat des mesures particulièrement restrictives. Pour mémoire :

- la réinstauration du visa pour les ressortissants de certains pays (Maroc)
- l'expulsion comme « moyen de lutte contre la délinquance »
- les mesures contre les étrangers en séjour irrégulier et contre les

travailleurs clandestins

- la limitation du nombre d'étudiants étrangers et surtout l'introduction dans la loi de 1980, de l'article 2 D du 28 mars 1952, qui permet d'interdire l'accès aux étrangers dans certaines communes.

Or cette dernière mesure, ce n'est un secret pour personne, jouit d'un large soutien dans l'actuelle coalition gouvernementale chrétienne-libérale. D'où le risque que faute d'être en règle avec la loi existante, les tenants de la théorie du « seuil de tolérance », ne parviennent à temporiser suffisamment pour qu'intervienne une modification donnant une couverture légale au déni de droit opposé aux immigrés de Schaerbeek.

La tendance générale est en effet au durcissement de l'attitude des pouvoirs publics envers les étrangers. Dans tous les domaines. On en verra pour preuve cette décision prise en mars dernier par l'Institut des Changes qui a envoyé à toutes les banques des instructions précises pour éviter que les travailleurs étrangers envoyant des mandats dans leur pays d'origine, ne bénéficient de taux de change officiels plus avantageux que ceux du marché libre.

Enfin, il en va de même en matière de réfugiés politiques : l'expulsion le 31 mars d'un opposant zairois notoire, Didier Sangana et la menace d'expulsion qui pèse sur deux syndicalistes espagnols du L.A.B. Onandina laissent augurer le pire pour l'ensemble des réfugiés économiques et/ou politiques. D'où l'optimisme très mesuré des grévistes de la faim de Schaerbeek et leur volonté de rester vigilants : le pouvoir attaque sur tous les fronts, tempore et ses illégalités le mettent en porte-à-faux, raison de plus pour rester sur ses gardes.

François Misser

Des membres du Comité de soutien aux grévistes de la faim de Schaerbeek ont brûlé leurs cartes d'identité.



Allemagne de l'Ouest : La montée du racisme

Goksal, 16 ans, jeune turc de Hambourg, s'est pendu la semaine dernière, parce que, expliquait-il dans un message d'adieu, « j'en ai assez d'être traité de sale turc, de mangeur d'ail et de canaque ».

Alfred Dregger, porte-parole de l'opposition conservatrice (CDU-CSU) pour les affaires de politique intérieure, s'inquiète ouvertement de ce qu'en 1986, « des millions de travailleurs turcs » pourraient envahir la RFA en vertu du traité d'association d'Ankara avec la CEE. Les turcs, a-t-il déclaré « ne pourront jamais », en raison de leur mentalité et de leur religion, « être intégrés en RFA ».

Le ministre ouest-allemand de l'intérieur, M. Gerhard Baum, estime de son côté que la situation entre « Allemands et Etrangers est grave » et que les extrémistes de droite tentent de tirer parti politiquement de la situation.

Mme Liselotte Funcke, conseillère du gouvernement au ministère du travail, faisant écho aux inquiétudes du gouvernement face à la montée du racisme, vient de proposer un programme de rapatriement des travailleurs étrangers qui bénéficieraient - au moment où la RFA compte quelque deux millions de chômeurs - de versements de l'Etat s'ils décidaient de quitter de leur plein gré la RFA (4 000 marks par personne, 3 000 marks pour le conjoint et 1 500 par enfant).

En outre, ils pourraient toucher immédiatement le remboursement de leurs cotisations sociales au lieu d'attendre deux ans.

Ces échos - reflets possibles de la « crise économique » - expriment en tout cas les sentiments d'une majorité de la population ouest-allemande. Un sondage d'opinion effectué en 1981, a ainsi révélé que 79 % des Allemands de l'ouest sont convaincus qu'il y a « trop d'étrangers » dans leur pays (4,6 millions, dont 1,5 million de turcs, soit 7,5 % de la population totale et une augmentation de 16 % en trois ans).

Selon un autre sondage, 70 % des allemands sont favorables à l'arrêt total de l'immigration, turcs, yougoslaves, italiens, espagnols et portugais sont considérés comme des « preneurs d'emplois ». Les tensions sont particulièrement évidentes dans les grandes villes : 23 % de la population de Francfort est formée d'étrangers, 18 % à Stuttgart, 17 % à Munich.

Alors que le très sérieux quotidien des milieux d'affaires de Francfort « Frankfurter allgemeine zeitung » écrit que « le point de saturation » est atteint, la controverse a gagné les milieux intellectuels, scandalisés par les prises de positions publiques de certains groupes universitaires.

Une quinzaine de professeurs ouest-allemands ont exprimé leurs inquiétudes lors d'une réunion fin janvier dans la vieille cité universitaire de Heidelberg, en appelant au rapatriement des travailleurs étrangers « afin de restaurer le calme dans la société et au niveau de l'écologie ».

Quelques citations extraites du procès-verbal de cette réunion, organisée par un « cercle de protection du peuple allemand », sont révélatrices : « on ne peut sauver le peuple que si on arrive à motiver les Allemands à avoir plus d'enfan-

ts et à réduire le nombre des Asiatiques et des Africains en RFA » y affirme le professeur Théodor Schmidt-Kaler de Bochum.

« Chaque puce, estime pour sa part le professeur R. Fricke de Karlsruhe, est plus intelligente que beaucoup d'hommes, car elle ne se pose que sur les hommes qui lui donnent du sang sain ». « Les caractères de chaque peuple sont hérités de manière génétique et sont différents de peuple à peuple » souligne de son côté le professeur Helmut Schroke de Munich.

Tous ces universitaires, cités par la presse allemande, se sont défendus par la suite d'avoir des sen-



timents racistes à l'encontre des étrangers, « nous n'avons pas de haine contre eux car nous croyons à l'image de l'homme telle que transmise par la bible » ont-ils affirmé.

Ce « manifeste de Heidelberg », largement commenté, a provoqué des réactions passionnées de la gauche ouest-allemande : un député social-démocrate, M. Rudolf Dressler, s'est déclaré « écoeuré » par un document qui, a-t-il dit, « nous rappelle de manière horrible notre récent passé ».

« Il n'y a pas de doute, a ajouté un député libéral, M. Friedrich Holscher, une partie de la population ouest-allemande déteste les étrangers ». Le ministre de l'intérieur, M. Gerhard Baum, reconnaît de son côté qu'il « est plus facile de parler de l'intégration des étrangers dans la société ouest-allemande que de vivre dans un environnement turc ».

Le gouvernement fédéral reste décidé à tout faire pour faciliter cette intégration « face aux sentiments xénophobes » qui, comme l'a souligné le ministre de l'intérieur, « sont exploités par l'extrême-droite ».

Dans un récent communiqué, M. Baum exposait ainsi les buts du gouvernement en la matière :

1) Freiner « efficacement » l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers.

2) Créer de « meilleures conditions » pour le retour des étrangers dans leurs pays.

3) Améliorer, enfin, l'intégration sociale et économique des « gastarbeiter » vivant depuis de nombreuses années en RFA.

A.F.P.

Rénovation de l'Îlot Châlon

CETTE CONSCIENCE QUI POUSSE

Une médina où se seraient installés des immigrés originaires d'Asie. Un quartier de Dakar qui abriterait des cafés maghrébins... un « ghetto » diraient certains amis de gauche... L'Îlot Châlon, quartier parisien, aux abords de la Gare de Lyon est dans le collimateur.

TGV oblige, la SNCF et la ville de Paris veulent raser le quartier. Un seul petit problème : les habitants immigrés qui commencent à résister.

Melting-pot en plein cœur de Paris. L'Îlot Châlon l'est d'abord par la diversité de sa population : des maghrébins jouant aux dominos dans leurs cafés côtoient les boutiques africaines où trône le poster du grand résistant Mouride « Khadimu-arrassoul » - le ser-

Soucieuse de sa clientèle, la S.N.C.F. voudrait offrir aux hommes d'affaires pressés des parkings, des hôtels, bref un quartier chic et fonctionnel pour les accueillir à leur descente du train de l'an 2000.

Il n'y a là rien de nouveau. On connaît depuis longtemps la logique des rénovations urbaines jetant les populations des quartiers populaires à la périphérie des villes, excluant le prolo et le métèque loin des centres. Avec des fortunes diverses, Barbès et Belleville à Paris, la Porte d'Aix à Marseille, le quartier Très Cloîtres de Grenoble ont eu à subir les plans des bétonneurs, concoctés dans les bureaux cleans, sans l'avis des habitants.

A l'Îlot Châlon, les habitants ne l'entendent pas de cette oreille. Ici, le comité de défense du quartier, créé par des français et des associations locales, a, longtemps prêché dans le vide. Les immigrés semblaient loin de cette bataille et, l'avouerai-je, je n'étais guère tenté d'en parler, ne voyant pas se manifester les principaux intéressés.

C'est semble-t-il, en train de changer. Parallèlement à la bagarre pour la régularisation que mènent les marchands ambulants de l'Afrique Sud-Saharienne nombreux dans l'Îlot, les immigrés du quartier découvrent les plans de rénovation, commencent à fréquenter les réunions et à prendre en charge leurs problèmes. Demba, Mamadou, Saïd, parmi les plus actifs, guident notre promenade à travers le quartier et racontent avec force détails ce

SNCF, mais qui sont rétrogradés à ces marchands de sommeil.

« Ils ont fait la loi dans le quartier jusqu'au début de l'opération de rénovation, me raconte-t-on, maintenant on commence à découvrir toutes leurs magouilles, même si on ne connaît que le sommet de l'iceberg ».

Des chambres louées 300 à 400 francs, des couples qui paient jusqu'à 900 francs, et même des pots de vins pour avoir des loyers 1948 étaient, semble-t-il monnaie courante. Après s'être engraisés, les gérants ont commencé à vouloir expulser les locataires puisque les bails commerciaux signés avec la SNCF stipulaient souvent qu'ils devaient - à l'échéance des bails - rendre les immeubles vides.

Certains ont tout tenté - coupure d'eau et de chauffage, bris de vitres... - mais en vain. Au 30 rue de Châlon, c'est finalement le gérant qui est parti, à l'échéance du bail, le 1er janvier 1982.

« Nous nous sommes constitués en collectif d'immeubles raconte Saïd et nous avons demandé à la SNCF d'être reconnus comme interlocuteurs. La SNCF nous a écrit pour nous dire son refus, mais sa réponse est une sorte de reconnaissance ».

Aidés par des avocats, et malgré une descente de police venue établir un constat d'insalubrité, les habitants sont confiants : « Au 6 passage Brunoy, ils en sont à leur deuxième mois de non paiement ».

Au 2 passage Raguinot, le collectif des habitants traite directement avec la SNCF, depuis qu'ils ont découvert que le bail consenti au gérant l'était pour un dépôt de marchandises - Cinq ans durant, le gérant avait stocké « des marchandises d'un genre particulier » : des hommes.

Ailleurs, la situation est plus difficile, « car il y a des ségrégations, des divisions commente Mamadou - Il y a des gérants qui jouent sur la question de la nationalité. C'est pourquoi on voit des locataires accepter des quittances de loyers de 200 francs alors qu'ils paient le double au moins ».

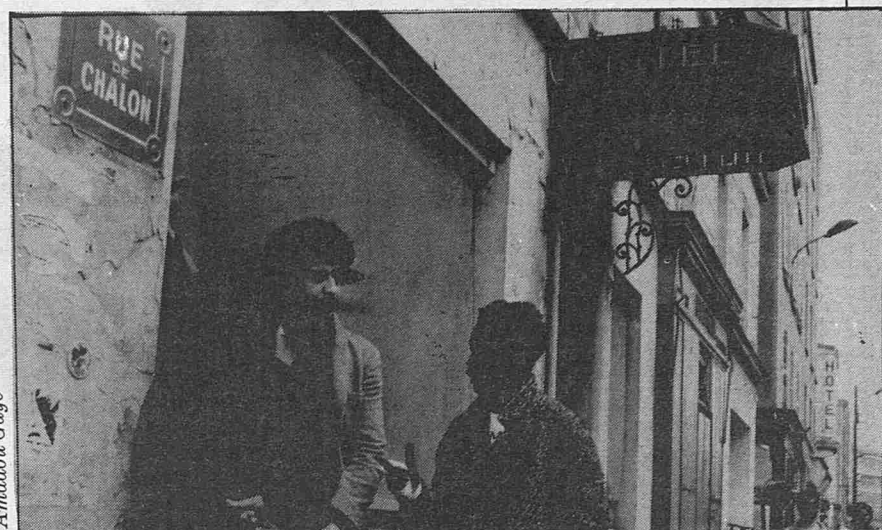
Ainsi au 16 rue de Châlon le gérant a pu pratiquement briser le collectif d'immeuble qui s'était constitué.

Il a accepté de signer des baux de location à 400 FF charges non comprises, alors que les loyers étaient avant de 1000 FF. Tous les locataires ont signé sauf trois ; ces derniers demandent des loyers de 1948, et le paiement rétro-actif de tout ce que le gérant leur a pris en plus trois années durant.

La situation est donc loin d'être simple d'autant plus que depuis quelques temps les organisations politiques françaises et sénégalaises s'en mêlent chacune recrutant pour sa chapelle, sans à ce jour de grand résultat : « L'Îlot

cheminement : « Nous ne faisons pas partie d'associations patentées - dit Demba - Nous sommes des apolitiques. Il est vrai que même vivre, c'est faire de la politique. Mais la politique dont on parle chez nous, dans nos pays je ne l'épouse pas... Je n'ai que faire de cette politique » et Saïd de répondre en écho : « On ne cherche qu'à être relogés ».

Dans ce bras de fer - qui ne fait que commencer - entre la SNCF et les habitants, un troisième élément intervient : les gérants. Ils sont quelques uns, pratiquement tous immigrés, qui gèrent la dizaine de meublés de l'Îlot, propriété de la



Saïd et Demba s'entretenant avec notre reporter.

Châlon est une pierre contre laquelle beaucoup de partis politiques se sont cassé le c... » explique Demba.

Il semble difficile en effet et sans un travail long et patient d'unir tant de gens que tout différencie mais que l'exil a rassemblés dans ce coin de Paris.

Mamadou le sait bien, lui qui s'y bat depuis des mois : « C'est toute

une histoire qu'il est possible de transformer. Il est difficile de mobiliser des gens pour qu'ils comprennent que s'ils prennent en main leurs problèmes, ils peuvent les résoudre. - Ici, les gens ont plus ou moins cette conscience. Ce n'est pas acquis mais cette conscience commence à pousser ».

Kamel Belarbi

Nanterre : Le Club des Canibouts est fermé

Depuis quelques semaines, une campagne anti-jeunes est lancée dans de nombreuses municipalités sur les thèmes habituels : drogue, délinquance, insécurité... Aujourd'hui à Nanterre, des jeunes se révoltent, leur club est fermé depuis trois mois sous le prétexte que c'est un repère de « drogués » et de « voleurs ». Les jeunes occupent leur centre et lancent un appel aux « citoyens » de Nanterre pour soutenir leurs actions...

Le Conseil d'Administration du Club tient le Club fermé depuis trois mois et depuis trois mois, c'est le vol, la drogue, la dégradation dans la cité.

Depuis 1964, date de la création du Club, nous les adhérents, n'avons jamais été consultés, ainsi que nos parents. Depuis un an nous avons demandé une Assemblée Générale pour discuter des problèmes du Club ; depuis un an, aucune réponse, si ce n'est le silence et le mépris.

C'est pour toutes ces raisons que nous, jeunes des Canibouts, nous

occupons le Club et nous continuerons à l'occuper jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale, démocratique et statutaire.

Ce qui se passe au Club vous concerne, venez tous nombreux demain mercredi 14 avril à 18 heures au Club de jeunes des Canibouts ; nous serons là pour vous expliquer la situation.

Vous voyez, nous ne sommes pas tous des voleurs, des drogués et nous ne voulons pas que nos enfants le deviennent !!!

Les jeunes de Canibouts

Appel des jeunes aux habitants de la cité

- Vous le savez tous ; il existe de sérieux problèmes concernant les jeunes dans la cité.

- Vous voulez connaître la raison de tous les vols commis, de la drogue qui commence à toucher tous les plus jeunes (14 ans !!!)

- Nous avons nos « Christianes F... » nos « Spaggiari ».

- Cette raison elle est bien sûr liée au club véritable pôle de réunion et d'animation des jeunes.

- Ce club est tenu depuis 18 ans par un Conseil d'Administration « fantôme » non représentatif de la population du quartier.

- Jamais ce Conseil n'a discuté avec les parents ni même avec les jeunes.

- Nous le répétons, les problèmes existent.

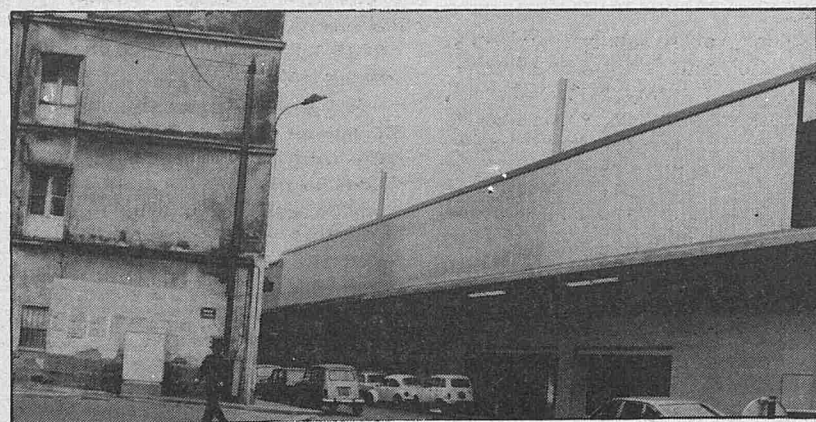
- Nous proposons un nouveau Conseil d'Administration avec à l'intérieur, nos parents, des commerçants, et pas des gens venus d'ailleurs.

- Ce Conseil poursuit un but politique précis : détériorer la jeunesse du quartier !!!

- Notre avenir que l'on détruit, c'est celui de vos enfants que l'on menace.

- Car aux Canibouts ce qui est incompréhensible c'est justement que tout y est compréhensible.

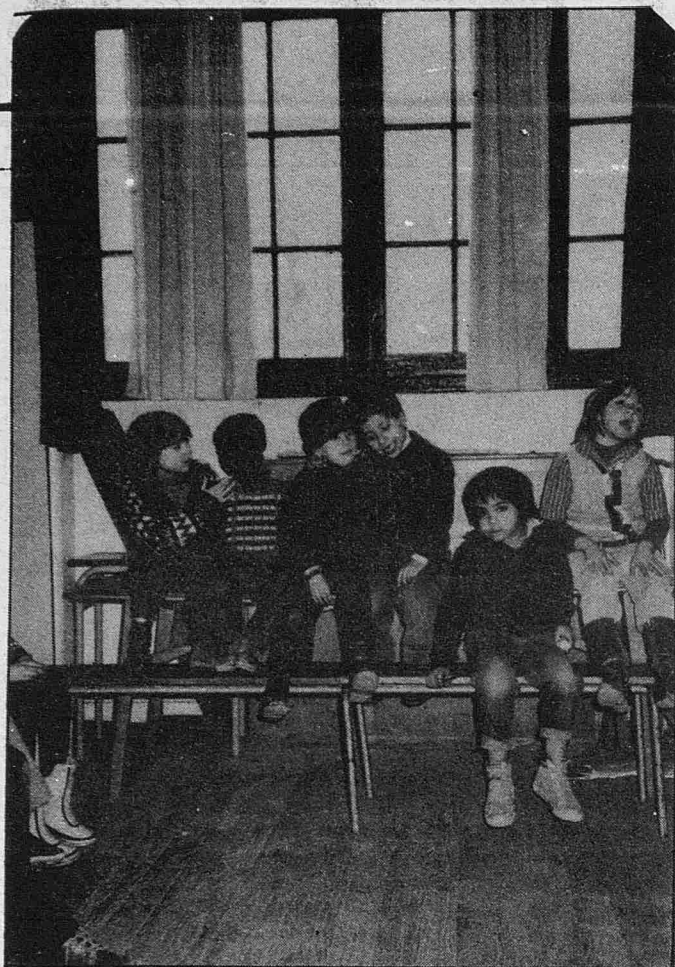
Réunion le mercredi 14 avril à 18 h. au Club.



Nouvelle gare du T.G.V., « le mur de la honte » dissimule les hôtels délabrés.

viteur du prophète -, des européens dont le nom gribouillé sur de vieilles boîtes à lettres révèle l'origine yougoslave habitent à côté des « chinois ». Célibataires et familles cohabitent dans des meublés qui « n'ont de meublé que le nom » dit Saïd. Dans sans-papiers - qui travaillent - à côté d'ouvriers en règle mais au chômage...

L'Îlot abrite cette diversité en-serrée dans ses ruelles et ses bâtisses laissées sciemment à l'abandon. En face, de l'autre côté de la rue Châlon, les couleurs vertes de la nouvelle gare TGV annoncent l'avenir, un avenir qui signifie la mort de ce quartier « hybride »...



Ecole de la rue Vitruve

VERS UNE EDUCATION INTERCULTURELLE

- « Il était une fois », il y a toujours une classe...
- Une classe... une classe où ?
- Ben... à Vitruve
- A Vitruve ? et c'est une classe de quoi ?
- Une classe d'arabe
- Cela doit être dur
- Mais non, et puis on n'y fait pas que de la langue, on discute, des fois, on apprend beaucoup de choses...

Extrait de caca Pétard n° 1
Journal de la rue Vitruve

La scolarisation des enfants de migrants se heurte à des difficultés spécifiques. Il y a d'abord une difficulté d'intégration de ces enfants au groupe, ce qui se traduit par leur isolement, individuel ou sous forme de « clans nationaux ». L'absence de communication et le rejet fréquent de la part des autres enfants fait que les rapports entre ceux-ci et les enfants de migrants sont inexistantes, ou bien violents (la violence reste la seule manière de s'affirmer quand sa culture ou son identité même est niée !).

Une seconde difficulté provient de l'absence de relation entre les parents migrants et l'école. D'une part parce que pour ces parents, l'école n'est qu'une partie de cette administration française à laquelle ils se sont heurtés sans arrêt depuis leur arrivée dans ce pays : d'où « une attitude de crainte » et un « certain complexe d'ignorance », acquis lors de la fréquentation des bureaux des autres administrations. D'autre part, à cause de la conception de l'école qui existe souvent dans les pays d'origine : ce qui se passe dans l'école relève du professeur ou de l'instituteur sur lesquels les parents « se déchargent » des soins de l'éducation des enfants (l'intervention des parents se bornant à venir autoriser le maître à « corriger » leurs enfants si ceux-ci travaillent mal !).

Enfin, il y a les difficultés éprouvées sur le plan scolaire par l'enfant lui-même. Le déracinement culturel, le handicap linguistique, un milieu social et des conditions de vie le plus souvent déplorables, « le statut négatif » que les « immigrés » ont dans l'école, tout cela explique que les enfants de migrants sont ceux qui échouent le plus dans le système scolaire français.

Pour remédier à cet état de fait, certains enseignants ont voulu élaborer une pédagogie nouvelle, qui répondrait aussi aux besoins des enfants de migrants. C'est le

cas de l'école de la rue Vitruve (1) et de « son projet interculturel ». Celui-ci a débuté en 1975, mais il s'inscrit dans le cadre d'une organisation pédagogique de l'école qui fonctionnait depuis plusieurs années déjà.

Dans cette organisation, le travail scolaire s'effectue dans le cadre « d'un groupe » plutôt que d'une classe (un groupe pouvant regrouper deux classes de même âge ou d'âges voisins). L'apprentissage se fait en travaillant sur un ou plusieurs « projets » collectifs tout au long de l'année. La



- Atelier de calligraphie sous la direction de H. Massoudy

réalisation de ces « projets » qui « débouchent sur une production réelle » (fabrication de jouets, réalisation d'un film ou d'un spectacle, tenue d'un restaurant, etc...) obligent les enfants à résoudre un certain nombre de problèmes ou de tâches... et c'est précisément à travers la réalisation de ces tâches et la résolution de ces problèmes que s'effectue l'apprentissage scolaire : « écrire pour informer », compter pour gérer un budget, etc... « Il ne s'agit pas d'apprendre pour apprendre, mais d'apprendre

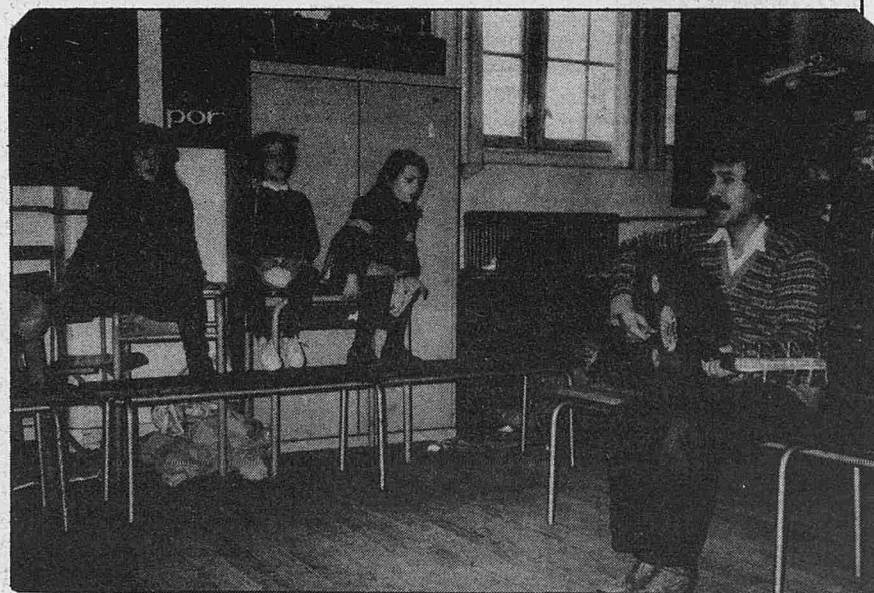
pour faire, en faisant »...

« Le projet interculturel » est issu d'expériences tentées pour améliorer la situation des enfants de migrants dans l'école, ceux-ci représentant le tiers des effectifs totaux.

Au départ, Vitruve a fait appel à des intervenants extérieurs bénévoles : venus des pays d'origine, ils faisaient des cours de langue ou de civilisation. Les limites de ce type d'action furent celles du bénévolat lui-même : manque de temps ou départ des bénévoles, compatibilité plus ou moins effective entre leur conception de la pédagogie et celle de l'école...

Mais c'est de ces expériences qu'est née l'idée du « Projet interculturel ». Par définition, il s'adresse à la fois aux jeunes français et aux jeunes immigrés. Pour ces derniers, l'objectif est de leur apporter une initiation ou un perfectionnement à la langue et à la culture de leur pays d'origine. Et il s'agit de favoriser chez les jeunes français « l'ouverture sur les autres cultures », sans jugement de valeurs portés a priori.

L'objectif final est d'établir dans l'école un mode de vie commune, sans exclusion, ni uniformisation : « Ne pas nier les différences, mais



- Atelier de musique sous la direction de Fawzi El Aydi

mais pas tout seul dans son coin ! C'est pourquoi il est indispensable que les cours de langues, par exemple, soient ouverts à tous, et pas seulement aux enfants originaires du pays. Sinon, on retombe dans une « ghettisation » des enfants de migrants. « Le refus de toute structure ségrégative » est impératif, même si celle-ci part d'une bonne intention...

« Le projet interculturel » de Vitruve a été élaboré, sous sa forme initiale, pour l'enseignement de l'arabe, en raison du nombre important d'enfants maghrébins dans l'école à l'époque (19 % des effectifs). Grâce au soutien de l'Inspecteur Général d'Arabe, Mr Half, et à la bonne volonté des enseignants de Vitruve (qui ont avancé eux-mêmes, pendant plusieurs mois le salaire de l'enseignant d'arabe !), il a été possible d'obtenir la création d'un poste d'enseignant d'arabe.

Sur la lancée de cet acquis, Vitruve a démarré un « projet portugais », en décidant l'ambassade du Portugal à payer un professeur de Portugais. Des démarches similaires auprès de l'ambassade de Yougoslavie n'ont que partiellement abouti celle-ci est apparemment peu désireuse de voir les cours de yougoslave ouverts à tous (et pas seulement aux yougoslaves !) dans la pratique l'enseignante partie en congé maternité depuis plusieurs mois n'a toujours pas été remplacée !

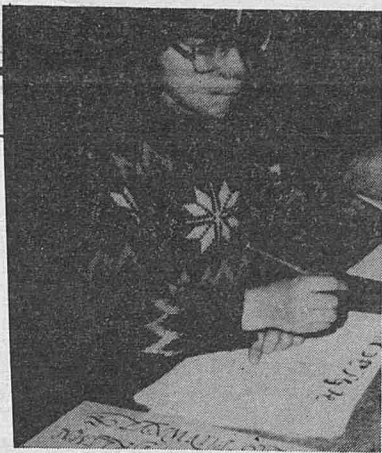
Depuis le début du « projet interculturel », la situation à Vitruve s'est quelque peu modifiée. Si le pourcentage des enfants immigrés est resté le même (environ 30 %), la répartition entre les différentes nationalités représentées a évolué. Les maghrébins ne forment plus le contingent le plus important (en fait, il n'y a que trois arabophones, les autres sont kabyles). Le nombre

des enfants originaires d'Asie a beaucoup augmenté. Il y a aussi des antillais, des sud-américains, et quelques africains. En fait, cela change assez souvent, car, par définition, les enfants de migrants ont tendance à ne pas rester !

Mais le point intéressant, est que la baisse du nombre d'enfants d'origine maghrébine n'a pas entraîné la mort du « projet interculturel arabe »... Des enfants français, d'autres nationalités (pakistanaise, antillaise, etc...) se sont mis à l'étude de l'arabe, y trouvant quelque chose de valorisant.

Paradoxalement, c'est avec les enfants d'origine maghrébine que le professeur d'arabe rencontre actuellement quelques difficultés : déjà en difficultés en français, ils voient certains non-maghrébins obtenir de meilleurs résultats qu'eux en arabe, d'où un sentiment de double échec... Pour pallier à cela, l'enseignante d'arabe a été amenée à faire une approche de la civilisation kabyle (la majorité des enfants d'origine maghrébine étant kabyle), pour les ramener par ce biais à l'étude de l'arabe.

Après quelques années de fonctionnement, quel bilan dresser de ce projet interculturel ? Disons d'abord, que, comme toute solution qui pourrait être proposée, l'enseignement interculturel ne prétend pas résoudre tous les problèmes (il n'a pas toujours pu par exemple, aider les enfants de migrants à résoudre la contradiction existant entre leur vie sociale et leur vie familiale) ; ni éviter toutes les difficultés (on a assisté par exemple au début du projet arabe, le plus ancien, à une « réaction négative » de la part des enfants maghrébins, à la présence des autres enfants aux cours d'arabe, qu'ils considéraient un peu comme « leur chose »).



EDUCATION

Mais dans l'ensemble, les résultats sont très satisfaisants. En premier lieu, on constate une « reconnaissance de la différence »... par les enfants français d'une part (et cela se traduit entre autres par la naissance de vocations d'arabophones) par les enfants immigrés d'autre part, qui acceptent de se reconnaître comme arabes ou portugais... Cette « revalorisation des langues et cultures d'origine », aux yeux des uns et des autres se traduit au niveau de l'école par une détente des relations entre les enfants de différentes nationalités.

Enfin, il apparaît que ce type d'enseignement interculturel n'entre pas en contradiction avec le cadre pédagogique habituel que les enfants retrouvent s'ils quittent Vitruve : leur apprentissage scolaire n'est pas entravé, bien au contraire...

On constate aussi « une ouverture de l'école aux parents et sur le quartier ». L'école Vitruve et son fonctionnement ne sont pas toujours bien acceptés par les parents : témoins ces parents qui ne veulent pas y mettre leur enfant « parce qu'il y a trop d'immigrés », ou cette petite fille qui dit au professeur d'arabe : « ni dis pas à mon père que je fais de l'arabe, il déteste les arabes ! »... Mais il en est d'autres qui y inscrivent leurs enfants volontairement : des immigrés parce qu'ils ont enfin trouvé une école « pas raciste », des français parce qu'ils trouvent cette expérience « valable et enrichissante ».

Ouverture sur le quartier aussi : la plupart des projets visent à établir un lien, un échange entre le quartier et l'école. Vitruve entretient des contacts avec les associations immigrées ou non du quartier. Des associations peuvent naître à l'initiative de certains parents d'élèves (actuellement c'est le cas des parents portugais qui depuis qu'il y a eu une classe verte au Portugal, organisent des réunions avec d'autres gens du quartier, qui ne sont pas forcément parents d'élèves...).

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire, mais la place est limitée. Aussi pour conclure, voudrait-on souligner deux choses. D'abord la réussite de cette tentative d'ouverture aux autres cultures, qui se traduit par la participation importante d'enfants d'autres nationalités à un projet concernant une culture donnée. Ensuite la souplesse de ce type d'enseignement interculturel, refusant les « cages dorées » que sont les cours de langues d'origine (tels qu'ils sont pratiqués actuellement dans certaines écoles), et qui devrait permettre d'éviter une certaine sclérose des structures pour s'adapter aux besoins nouveaux... Ne pas imposer aux jeunes immigrés la culture de leur pays d'origine ou celle d'ici, mais leur donner les moyens de choisir eux-mêmes entre les deux, et même de les refuser toutes les deux, pour se créer une nouvelle culture... C'est leur problème, à eux et à eux seuls.

Tibé/Jocelyne Boulard

(1) Ecole Primaire - 3, rue Vitruve - aris 202).

La charte africaine des droits de l'homme et des peuples

QUE L'OPINION S'EN EMPARE

La banalisation des manquements au respect des droits de l'homme est l'une des plus graves menaces qui pèsent sur l'homme d'Afrique.

La violation des droits et libertés individuels et collectifs a atteint de telles proportions que pour beaucoup d'Africains, il s'agit de fatalité. Cette attitude est si communément partagée que la lutte pour la défense et la promotion des droits de l'homme et des peuples ne semble concevable pour plus d'un Africain que si elle est menée par des individus ou des organisations extérieures au continent, alors que certains africains, premiers concernés adoptent une attitude attentiste et défaitiste plus que consternante à plus d'un démocrate.

C'est pourquoi, d'aucuns ont pu penser que les africains ne s'intéressaient pas à ces questions. Ce qui expliquerait le silence relatif qui a couvert à des intervalles rapprochés la répression la plus sanguinaire qui s'abatait presque sans discernement sur les opposants, les minorités nationales ou sur les populations immigrées. Au nom de la « non-ingérence dans les affaires domestiques » de chaque état, les dictateurs pouvaient disposer de la vie de leurs sujets devant l'inertie d'une population terrorisée dont les plaintes n'avaient aucune chance d'être entendues des autres chefs d'état qui ne voulaient entendre.

Ce pacte du silence, permet l'exécution ou la disparition de milliers d'hommes ou de femmes dont le seul tort fut d'émettre un avis sur la façon dont ils étaient gouvernés.

Mais d'autres subirent le même sort sans que l'opinion publique ou eux-mêmes surent ce qu'on leur reprochait. Seule l'indifférence coupable des plus conscients et des plus armés pour faire entendre leur voix, les intellectuels, permit la disparition dans le silence le plus total de personnes comme Diallo Telli qui fut de surcroît le premier secrétaire général de l'OUA.

Ceux qui pouvaient être indifférents à de telles violations des droits individuels et collectifs pouvaient-ils critiquer sérieusement le non respect des droits de l'homme en Afrique Australe ? Partant de ce constat des états comme la Tanzanie, le Mozambique, la Zambie et le Botswana déclarèrent publiquement que l'OUA ne pouvait se réunir à Kampala en 1975 sans prendre position contre la politique dictatorial d'Idi Amin Dada. Même si ces états ne furent pas suivis par l'OUA, ils venaient pour la première fois de remettre en question le dogme de la non ingérence. Ce retournement positif va être réaffirmé lors des sommets des pays francophones, réunis à Kigali (Rwanda) en Mai 1979.

Pour la première fois en Afrique, des chefs d'état dont le principal intérêt, décidaient de constituer une commission d'enquête inter-africaine chargée de mener des investigations sur les crimes couverts par l'un des leurs.

Ce sursaut salutaire des états africains aboutit au départ de Jean Bedel Bokassa. Ainsi avec l'aide de la pression de l'opinion publique internationale, mais concrètement grâce à des actions sur le terrain comme l'intervention tanzanienne en Ouganda, l'année 1979 sonna le glas des tyrans, Bokassa, Amin, Nguema.

C'est une Afrique très secouée qui va adopter à l'unanimité en juin 1979 à Monrovia, le projet d'élaboration de la « Charte

valeurs culturelles africaines positive, dans un esprit de tolérance, de dialogue et de concertation et d'une façon générale de contribuer à la santé morale de la société ».

Mais aussi, pour protéger l'individu et la collectivité, la charte interdit. Elle condamne les « expulsions collectives d'étrangers ». Pour peu qu'on suive l'actualité africaine il est possible de constater que les populations immigrées subissent le plus souvent les contre-coup des différents entre leurs chefs d'état et celui du pays d'accueil. La charte protège l'individu contre l'embarquement forcé dans les partis politiques. A cet égard, elle dispose que « nul ne peut être obligé d'une association ». Pour sa propre application, la charte prévoit l'instauration d'une com-

mission peut effectuer des enquêtes et entendre des communications « autres que celles des états parties à la présente charte ». Pour être plus claire il est permis à tout citoyen africain de s'adresser directement à la commission. Ce qui est tout de même une relativisation du pouvoir de l'état qui seul au niveau international, a droit à la parole.

Toutefois il ne faut pas vite pavoiser, l'état peut toujours garder le dernier mot. En effet, selon la charte les résultats des enquêtes de la commission resteront confidentiels « jusqu'au moment où la conférence des chefs d'état et de gouvernement en décidera autrement ».

Cependant, le pouvoir d'appréciation des états n'est pas sans limite. C'est pourquoi afin qu'il l'opinion publique puisse être avertie des efforts accomplis par les états africains dans le but d'appliquer la charte, une disposition leur demande de présenter tous les deux ans « Un rapport sur les mesures d'ordre législatif ou autre prises en vue de donner effet au droit et liberté connu et garanti dans la présente charte ».

Par conséquent, des moyens existent pour s'informer sur la volonté des états à respecter les dispositions de la charte. Il faudra que l'opinion publique s'en empare dans sa lutte pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Afrique.

Benoît Ngom
Président de l'AJAF

La commission peut effectuer des enquêtes

africaine des droits de l'homme et des peuples ». Le projet discuté par des experts africains permet l'élaboration d'un texte qui fut adopté à l'unanimité en juin 1981 à Nairobi (Kenya).

Il paraît utile de souligner que c'est un acte de courage de la part des états africains d'avoir pu adopter de cette manière une charte à vocation régionale en l'espace de vingt ans d'indépendance pour les états les plus vieux. C'est important de souligner que dans d'autres continents, aux états beaucoup plus vieux, il aura fallu attendre beaucoup plus longtemps. Tout cela pour dire qu'il n'y a pas matière à désespérer dans ce domaine des droits de l'homme, mais plutôt il est nécessaire d'organiser les voies et les moyens de mobiliser l'opinion publique inter-africaine.

A cet égard, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, pour avoir été adoptée et ratifiée par les états « révolutionnaires » et « modérés » concerne tout le monde. Dès lors, il sera incompréhensible qu'une partie de la jeunesse africaine, puisse se sentir en marge de la grande mobilisation pour sa ratification, pour son respect.

Mais avant tout que dit la Charte ?

En tirant son inspiration des valeurs fondamentales des civilisations africaines, la charte recommande et interdit. Elle recommande, « La solidarité sociale et nationale ». Dans ce sens, elle dispose que l'individu a des devoirs envers la société, la famille et même la société internationale.

Elle ajoute que l'individu doit « préserver le développement harmonieux de la famille » et « œuvrer en faveur de la cohésion et du respect de cette famille ». La charte invite l'individu à respecter à tout moment ses parents, à « les nourrir » et « à les assister en cas de nécessité ». Bien plus, la charte invite l'individu à veiller dans « ces relations avec la société à la préservation et au renforcement des

mission des droits de l'homme et des peuples. Une disposition très importante permet à tout état de parrainer la candidature de son postulant national mais aussi éventuellement celle d'un non national. Autrement dit chaque état peut présenter deux candidats dont l'un serait ressortissant d'un autre pays. Cette précaution évitera qu'un état pour des raisons politiques ou autres puisse s'opposer à la candidature d'un national récalcitrant mais d'une compétence indiscutable. Dès qu'elle est constituée cette com-

Marseille:
nouvelle association

Du nouveau dans les quartiers Nord de Marseille, à la Solidarité, citée à l'extrême Nord de Marseille, une Association Culturelle maghrébine a été créée par les maghrébins de cette cité.

Ils représentent environ 30 % de la population de la cité. Cette initiative répond aux besoins de la population maghrébine en matière culturelle. Elle a été facilitée par la loi sur les Associations et notamment la nouvelle législation en ce qui concerne les étrangers.

Cette association a pour but de créer une multitude d'activités culturelles maghrébines, pour les hommes, les femmes et les enfants :

- cours d'arab pour enfants
- cours d'arabe pour adultes
- création d'une équipe de football (minimes)
- création d'une troupe théâtrale (enfants)
- et dans un prochain avenir :
- cours d'alphabétisation (adultes)
- cours de rattrapage scolaire
- création d'un comité de fêtes pour préparer les fêtes islamiques jusqu'alors ignorées au niveau collectif (Aid el seghir, Aid el kébir,

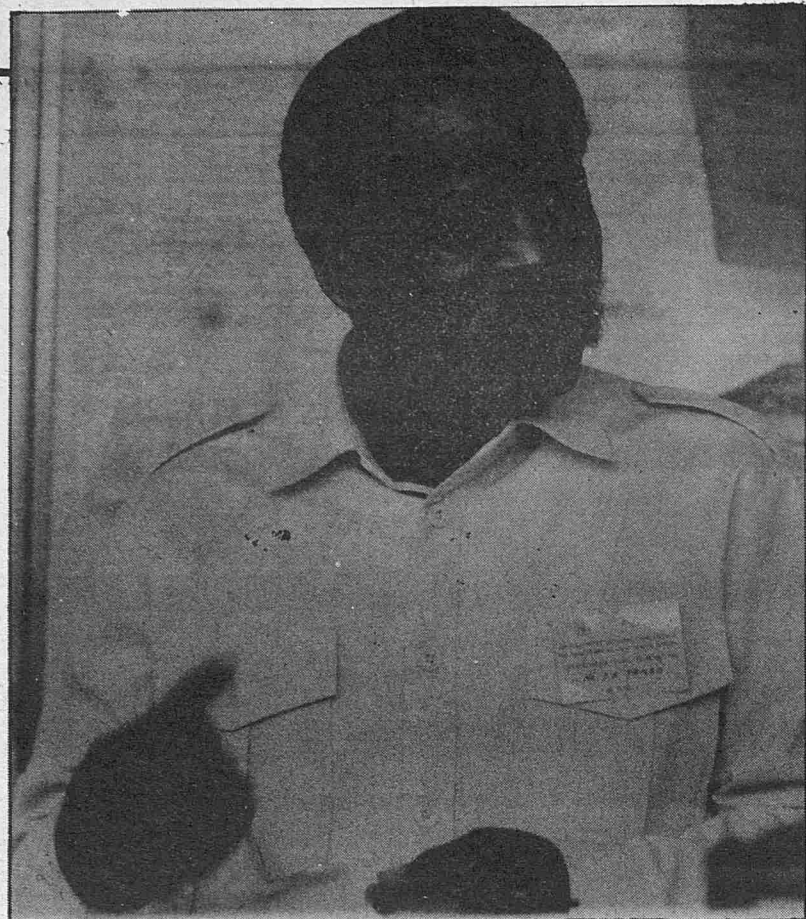
etc.) et toutes autres activités tendant à propager la culture Arabo-Islamique (Films, conférences, débats...)

- création d'une Mosquée
- Informations et conseils sociaux
- Activités pour les femmes (échanges de connaissances en cuisines, broderies, etc.)

L'association dispose d'un centre complètement rénové par elle. Le centre fonctionne par le bénévolat des habitants pour le moment. Le financement des activités est entièrement pris en charge par les familles maghrébines de la cité.

Les buts essentiels de l'association, sont le regroupement des maghrébins de différentes nationalités (marocains, tunisiens, algériens), afin qu'ils affirment leur personnalité à travers leur culture, la recherche d'une meilleure cohabitation avec la population française, difficile dans ces cités, par un échange culturel entre les différentes ethnies au niveau de la cité même.

Pour nous joindre : Cité Solidarité
Bat. A N° 291
13015 Marseille.



Histoire de la résistance Africaine

Du 29 mars au 2 avril 1982, s'est tenu à la Maison de l'UNESCO, un séminaire international sur l'histoire de la résistance à l'occupation, à l'oppression et l'Apartheid en Afrique du Sud, à l'initiative du Bureau Spécial des Nations Unies contre l'Apartheid et de l'UNESCO.

Au cours des débats, et échanges qui furent très riches, plusieurs experts et historiens ont retracé les 300 ans d'exploitation et de domination du peuple d'Azanie. Ils se sont efforcés de rétablir la vérité, de dénoncer les falsifications de l'histoire sud-africaine, de mettre en évidence la continuité de la résistance noire depuis les 18ème et 19ème siècles en passant par la résistance non violente des 60 premières années du 20ème siècle jusqu'à la phase actuelle de la lutte politique et armée ; ils ont aussi mis en évidence la politique agressive du régime sud-africain contre les états voisins et son occupation illégale de la Namibie.

Ont participé à ce séminaire :

- Klaus Brade - professeur à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de la R.D.A.

- David Chainawa - professeur au Département d'histoire de l'Université du Zimbabwe. (Salisbury).

- Marianne Cornevin - historien français.

- Apollon Davidson - chercheur à l'Institut des études orientales de l'Académie des Sciences de l'URSS.

- Maurice Hommel - historien né en Afrique du Sud, Directeur du Département des Etudes Panafricaines, Université de Louisville (Kentucky).

- Tom Karis - Directeur du Département des Sciences politiques au City Collège de New-York.

- Bernard Magubane - Professeur d'Anthropologie à l'Université du Connecticut.

- S.E.M. Elleck K. Mashigaidze - Représentant permanent du Zimbabwe aux Nations-Unies.

- Congress Mhata - historien né en Afrique du Sud, Département

d'Histoire de l'Université Cornell (New-York).

- Alfred Moleah - historien né en Afrique du Sud, professeur d'Etudes Panafricaines aux Etats-Unis.

- Peter Molotsi - historien né en Afrique du Sud, professeur d'histoire Africaine à New-York.

- Ntalaja Nzongola - professeur d'Etudes Africaines à Howard University. (Washington D.C.).

- Bethwell Ogot - Directeur du Département d'histoire à l'Université de Nairobi, Kenya. Membre du Comité scientifique international sur la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique.

- Y. A. Talib - professeur à l'Université de Singapour et membre du comité scientifique international sur la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique.

- Luke Trainor - (Nouvelle-Zélande) - Assistant au Département d'histoire de l'Université de Canterbury.

- James Turner - Département d'études africaines, Université Cornell (New-York).

Ecole et Tiers-Monde

Ecole et Tiers-Monde, collectif d'enseignants, de parents d'élèves et de personnes intéressées par les problèmes de Développement analysera les nouveaux manuels d'histoire-géographie de 5° qui seront choisis dans les collèges, fin mai, début juin.

Toute personne intéressée par les conclusions de ce travail, peut contacter Ecole et Tiers-Monde à l'adresse suivante : (joindre une enveloppe + 3 F en timbres) : Ecole et Tiers-Monde, 20 rue Rochechouart, 75009 Paris.



Apartheid : le développement séparé

UNE ESCROQUERIE MORALE ET POLITIQUE

Sous le nom de lois raciales de Nuremberg, le III^e Reich avait en son temps, édifié le plus grand système de mystification raciale.

Arguant de la suprématie d'une catégorie d'hommes, soit disant élus par la providence pour régénérer l'humanité, il avait établi toute une classification fantaisiste, arbitraire, se basant sur une approche physiologique vulgaire pour créer une théorie de la race. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants payèrent de leur vie et souvent dans d'atroces conditions ce délire racial. L'humanité dut subir la guerre la plus meurtrière de son histoire pour venir à bout de la forteresse nazie.

Presque quarante ans après l'anéantissement de l'état Hitlérien, le même rêve cauchemardesque continue, alimenté avec quelquefois la complicité de ceux-là même qui l'avaient combattu. Le rêve a changé de zone : au sud de l'Afrique, un système archaïque et immoral survit maintenant en esclavage tout un peuple. On nous a souvent objecté que le développement séparé ou si l'on veut le droit à la différence, visait à permettre le développement et l'épanouissement de chaque communauté raciale ou culturelle. Mais voyons dans les faits : les blancs qui sont 4 millions et 5 fois moins nombreux que les africains se partagent 87 % des terres alors que 22 millions d'africains, 4 millions de métis et 1 million d'indiens doivent se contenter des 13 % restant. Les blancs détiennent 67 % des postes de cadres et de techniciens. Le chômage n'existe guère pour eux. Alors qu'ils ne forment que 18 % des forces productives leur revenu représente 64 % du revenu total en Afrique du Sud. Les noirs représentant 70 % des forces productives, ne disposent que de 26 % du revenu total du pays. La différence du niveau de vie entre noirs et blancs est énorme. En 1980, selon les normes établies par l'Association des Chambres de Commerce d'Afrique du Sud, plus de 60 % des ménages africains avait un revenu au-dessous du seuil de pauvreté.

L'Afrique du Sud est la nation la plus industrialisée du continent africain et le revenu par habitant de la population blanche y est de loin le plus élevé de tous les pays d'Afrique, en fait l'un des plus élevés du monde. En revanche le revenu par habitant de la population noire y est l'un des plus faibles du monde. Bien que constituant la fraction la plus pauvre de la population, les africains sont plus lourdement imposés. Tous les africains de sexe masculin de plus de dix-huit ans doivent payer un impôt annuel de 2,5 rands plus une taxe locale de 1 rand par unité d'habitation et des contributions tribales. Les blancs ne paient aucune de ces contributions.

Le nombre d'étudiants noirs dans les collèges africains était de 16 015 en 1979, contre 118 245 étudiants blancs. Sur 22 millions d'africains il n'y a que 5 000 diplômés d'université. Les manuels scolaires sont gratuits pour les écoliers blancs et métis et payant pour les écoliers africains.

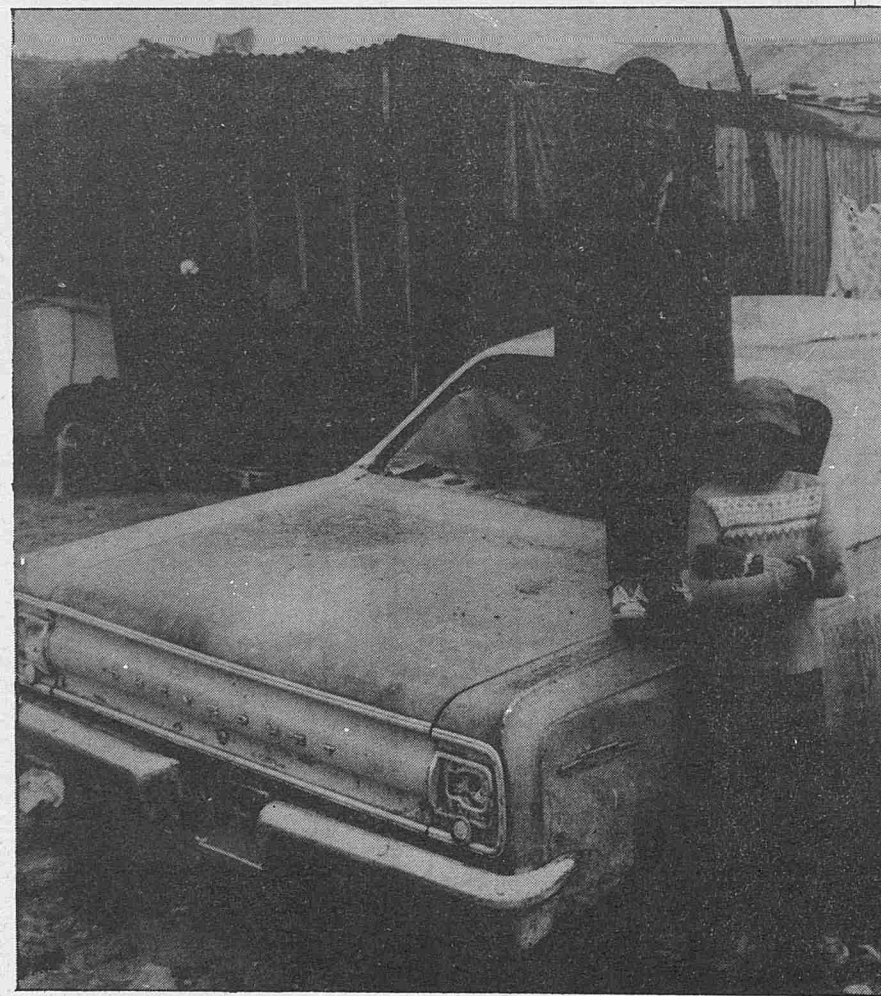
Tous les manuels scolaires inculquent aux élèves blancs que les européens sont une race supérieure et les africains une race primitive et barbare.

Le taux de mortalité infantile des africains est l'un des plus élevés du

des différences et des hiérarchies, en particulier des différences ethniques, culturelles et sociales en attribuant cette pérennité et cette supériorité à des facteurs génétiques voire sociologiques.

La seconde valorise la différence parce qu'elle est source d'enrichissement mutuel, parce que sa réalité sociale renvoie à l'image d'une harmonie fondée sur la diversité, la pluralité des aspirations culturelles et spirituelles, le changement aussi.

Le développement séparé est une



« Il existe aujourd'hui en Afrique un cancer qui risque, en peu de temps, de devenir un cancer généralisé : c'est l'Apartheid, pratiqué systématiquement par le gouvernement de l'Afrique du Sud ».

monde allant de 69 pour 1 000 dans les villes à 282 pour 1 000 dans les zones rurales. De 1969 à 1979, 700 personnes ont été exécutées en Afrique du Sud : les 3/4 étaient des africains. Rien qu'en 1980, 129 personnes ont été exécutées, pour la plupart des africains. En Afrique du Sud, 417 personnes sur 100 000 en prison, alors qu'il est de 72 sur 100 000 en Angleterre et 70 sur 100 000 en France.

Dès lors, on peut dire avec l'UNESCO qu'il y a deux manières de concevoir la différence, la première est d'inspiration raciste, elle affirme le caractère immuable

escroquerie : écoutons le Dr Verwoerd, ancien 1er ministre d'Afrique du Sud qui disait en 1963 devant le Parlement : « Réduit à sa plus simple expression, le problème ne peut se présenter que sous la forme suivante : nous entendons garder blanche l'Afrique du Sud... »

La garder blanche ne peut vouloir dire qu'une chose, assurer la domination des blancs, non leur « direction », non leur « tutelle », mais leur « commandement », leur « suprématie ».

Macodou Ndiaye.

L'Algérie sanctionne les spéculateurs

LE BILLET DE 500 DINARS N'A PLUS COURS

C'est une véritable opération « coup de poing » qui vient d'être lancée par les autorités algériennes ; en annonçant que le billet de 500 dinars n'avait plus cours sur le marché. C'est ainsi qu'à Alger une véritable panique s'est emparée des habitants. Des samedi matin, on pouvait voir devant les banques et les bureaux de poste d'interminables files d'attente pour pouvoir aller changer des coupures désormais « sans valeur ».

Cette action a surtout pour but de sanctionner les « spéculateurs » qui opèrent à l'étranger, et dans une moindre mesure favoriser l'épargne.

La plus grosse coupure de banque Algérienne, le billet de 500 dinars, n'a plus cours à partir de samedi a annoncé ce même jour un communiqué officiel à Alger.

Le communiqué, qui a pris le public de court, a précisé que les coupures de 500 dinars doivent être échangées avant dimanche ce qui a provoqué une ruée sur les banques et les bureaux de poste d'Algérie devant lesquelles de longues files se sont formées depuis les premières heures de la matinée.

Le communiqué précise que les détenteurs de ces billets, non titulaires de comptes bancaires, du trésor ou de chèques postaux ne recevront immédiatement que deux mille dinars en billets ayant cours légal. Le reste, s'ils en échantent plus, fera l'objet d'un reçu de versement sur présentation d'une pièce d'identité.

Aucune explication officielle n'a été donnée sur cette opération surprise. On croit cependant savoir qu'elle vise à éponger les sommes considérables en billets de 500 dinars sortis illégalement d'Algérie pour être échangés contre des devises étrangères.

Les milliards de dinars en grosses coupures circulant illégalement à l'étranger sont désormais réduits en « monnaie de

singe ». A la suite de la décision des autorités algériennes de retirer de la circulation les billets de 500 dinars qui n'ont plus cours depuis samedi à zéro heure.



Cette opération vise les sommes considérables sorties illégalement d'Algérie pour être échangées souvent à un tiers de leur valeur contre des devises sur de nombreuses places financières

européennes. En les éliminant du circuit monétaire, par une simple « opération technique », le gouvernement algérien semble viser deux objectifs majeurs, selon les observateurs : enrayer un facteur d'inflation et porter un coup psychologique décisif aux trafiquants de monnaie algérienne qui hésiteront désormais à accepter même les billets de 100 dinars.

Conséquence indirecte de l'opération : Les thésauriseurs, allant du modeste « bas de laine » au « coffre-fort » sont incités ainsi à ouvrir un compte en banque ou à la caisse d'épargne, ce qu'ils rechignent.

Dès la mise en place du dispositif du retrait des billets de 500 dinars, un communiqué officiel indiquait qu'un reçu de versement sera délivré aux détenteurs d'une somme supérieure à 2.000 dinars en grosses coupures.

Ces reçus, qui devaient initialement être remboursés en numéraires, doivent en fait être versés soit à un compte en banque, soit à un compte postal ou à un compte de la caisse d'épargne que les titulaires peuvent ouvrir immédiatement, précisait un autre communiqué publié dimanche.

L'opération a permis de mesurer l'ampleur du phénomène de thésaurisation en Algérie. Préparée dans le plus grand secret, et annoncée tard dans la soirée de vendredi - à la veille d'un week-end prolongé en Europe en raison des fêtes de Pâques - Elle a provoqué dès samedi matin une ruée populaire vers les guichets des banques et des bureaux de postes.

Devant l'affluence inattendue de dizaines de milliers de porteurs de grosses coupures, le gouvernement a décidé de prolonger de 24 heures la période d'échange, jusqu'à lundi soir.

Parmi les longues files d'attente formées aux portes de banques et des bureaux de poste, figurent de nombreux jeunes et moins jeunes, souvent à l'allure plus que modeste, chargés de gros paquets de billets enveloppés de papiers journal. « On a vu des gens arriver avec 100 millions et même 300 millions de centimes », a confié à un employé de banque, « Pourtant, a-t-il précisé, ces gens ont des comptes à la banque ».

Un véritable cordon sanitaire a été établi aux frontières et aux aéroports pour stopper un éventuel reflux de l'étranger des billets de 500 dinars.

Certains voyageurs ont subi des fouilles corporelles et tous les bagages y compris ceux des diplomates, étaient systématiquement contrôlés. Un dispositif renforcé surveille étroitement les frontières terrestres et maritimes. Même les valises diplomatiques ont été bloquées jusqu'à mardi, après la fin de cette « opération coup de poing ».

A.F.P.

Mal développement Made in States

Les revenus provenant de l'exportation des matières premières sont vitaux pour les pays en voie de développement : ils représentent en effet plus des 4/5 des rentrées en devises du Tiers-Monde. Le problème est que, dans la plupart des cas, les pays exportateurs n'ont pas la maîtrise des prix de ces matières premières.

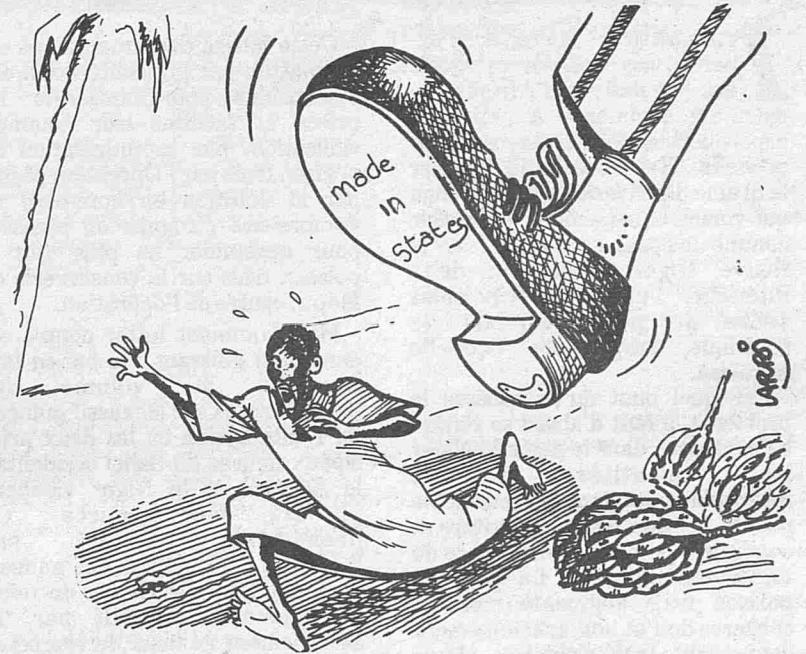
Les pays en développement sont contraints d'accepter les prix que leur impose le marché mondial. Les cours mondiaux sont eux-mêmes tributaires de la demande des pays industrialisés, qui fixent donc plus ou moins directement les prix. Cette emprise du monde industrialisé sur les matières premières est encore renforcée par le fait qu'un grand nombre de ces produits relèvent d'un quasi-monopole de quelques grandes firmes multinationales : cinq sociétés fournissent plus des 3/4 du thé vendu dans le monde, six firmes dominent la moitié de la production mondiale de minerai de manganèse, 3 entreprises contrôlent près des 2/3 des importations mondiales de bananes, etc.

Les pays exportateurs vendent donc leurs produits à des prix dont la variation leur échappe com-

plètement : à une forte hausse due à une demande soutenue peut très bien succéder rapidement un effondrement total des cours... Alors que les cours des matières premières évoluent « en dents de scie » (mais le plus souvent dans le sens d'une baisse), les prix des produits manufacturés importés des pays industrialisés par les pays du Tiers-Monde, sont en hausse constante. En d'autres mots, pour acheter les mêmes produits manufacturés, les pays en développement doivent vendre de plus en plus de matières premières ; c'est ce qu'on nomme la « dégradation des termes de l'échange ». Selon la CNUCED (1), la perte de recettes des pays exportateurs de matières premières va en croissant (elle pourrait atteindre 186 milliards de dollars en 1990, si rien n'est fait d'ici là).

Après quelques années de négociations, en juin 1980, cet accord est enfin signé à Genève, avec une entrée en application du « fonds commun », prévue pour le 1er avril 1982.

Rappelez-vous : « Cancun », le fameux « sommet Nord-Sud ». Parmi les « objectifs de base » définis alors (voir Sans Frontière n° 34), figurait « la mise en application le plus rapidement possible » du « fonds commun ». Même qu'à l'époque, la France, la grande-



Bretagne et l'Inde avait bruyamment annoncé leur adhésion à ce « fonds ». « L'esprit de Cancun » s'intéressait aussi aux matières premières !

« Mais, me direz-vous, le 1er avril est passé ! ». Bien sûr, seulement le « fonds commun » n'est pas entré en vigueur : pour cela, il aurait fallu que 90 pays (soit les 2/3 du quorum requis) le ratifient ; or, à la veille du 1er avril, seulement 23 pays (3) l'avaient fait. C'est tout simple, non ? Il y a pourtant quelque chose qui me tracasse : pourquoi parmi les 23 pays ayant ratifié l'accord, ne figure donc pas la France ? Raisons « techniques, administratives » ou « fautes morale et politique » comme aurait dit un des orateurs de Cancun ?

Jibé

Notes :

(1) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

(2) Bananes, bauxite, cacao, café, cuivre, coton (et fils de coton), fibres dures (et produits dérivés), minerai de fer, jute (et produits dérivés), manganèse, viande, phosphates, caoutchouc, sucre, thé, bois tropicaux, étain et huiles végétales (y compris huile d'olive et oléagineux).

(3) Australie, Bangladesh, Chine, Corée du sud, Danemark, Ethiopie, Finlande, Gabon, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Japon, Malawi, Mali, Mexique, Norvège, Ouganda, Papouasie-Nouvelle Guinée, Philippines, Royaume-Uni, Sri Lanka et Suède.

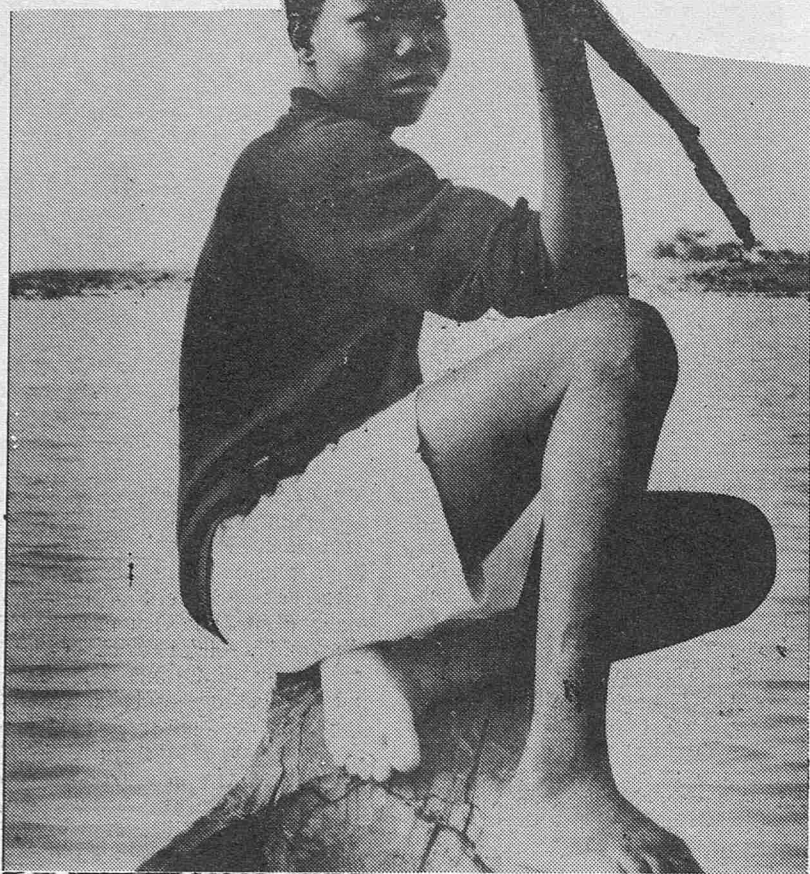
Seconde assemblée générale des maires francophones à Rabat

La seconde assemblée générale de l'association internationale des maires francophones (AIMF) se tiendra les 14, 15 et 16 avril à Rabat sous la présidence du maire de Paris, M. Jacques Chirac. Celui-ci sera reçu en audience privée par le roi Hassan II, probablement le 15 avril, apprend-on à la mairie de Paris.

L'AIMF, fondée à Québec le 1er mai 1979, est présidée par le maire de Paris et comprend actuellement 33 maires ou responsables de capitales et métropoles ou le français est la langue principalement utilisée. 24 pays sont ainsi représentés. Cette association

a été créée à l'initiative de M. Chirac afin d'établir une coopération étroite dans tous les domaines de l'activité municipale et de rendre concrète la solidarité entre ces métropoles en multipliant les échanges et informations de toute nature.

L'assemblée générale de Rabat examinera essentiellement trois séries de questions : une expérience de restructuration d'un bidonville de 60 000 personnes, menée par la municipalité de Rabat, des projets intéressant l'utilisation de l'audiovisuel et de l'information au niveau municipal et des sujets concernant la jeunesse.



Sécheresse : Les pêcheurs du Delta du Niger

PROCHAINES VICTIMES ?

Désertification ou désertisation ? La sécheresse processus irréversible ou phénomène cyclique ? Voici des lustres que climatologues et tiers-mondologues se chamaillent pour imposer leurs réponses à ces questions.

Ignorant ces querelles d'experts, une nouvelle catégorie des populations d'Afrique Occidentale commence à pâtir des conséquences de la sécheresse : les pêcheurs. Est-il besoin de rappeler le drame des riverains du lac Tchad qui voient la superficie se retrécir comme une peau de chagrin ? Sur le fleuve Niger, dans son delta intérieur, l'une des principales zones de pêche fluviale de l'Afrique, surgit une nouvelle

menace. Par quel bout qu'on saisisse le problème, il faut d'abord se rendre à l'évidence : dans le delta du Niger les quantités baissent inexorablement dans leur ensemble pour le poisson séché, nourriture et condiment de base pour la sauce du tô, le mil en pâte. La part du poisson frais augmente mais sa conservation et son acheminement deviennent très aléatoires. Dans les années 1970, la production moyenne annuelle était évaluée à l'Opération Pêche de Monté pour l'ensemble du delta à 10 000 tonnes de poisson, variétés confondues, poissons frais et poisson séché ou fumé. Depuis 1980, les mêmes sources estiment le volume de la pêche à un peu plus de 80 000 tonnes.

Cette baisse des productions est combattue par la prolifération des insecticides pour conserver les prises et faciliter leur commercialisation, par la congélation du poisson frais par l'Opération pêche, par la dotation en hors-bord de nombreuses pirogues ou pinasses pour acheminer au plus vite le poisson frais sur la conserverie de Mopti, centre de l'opération.

Mais comment lutter contre cet ennemi si puissant : la baisse tendancielle du volume des précipitations sur le massif guinéen du Fouta-Djalon où les deux principaux fleuves du Sahel occidental, le Sénégal et le Niger viennent prendre leur source. Ce phénomène constaté par l'O.R.S.T.O.M. depuis des années, la diminution corrélative du débit du fleuve se traduit par un assèchement de lieux de reproduction ou par une moins longue inondation de ces zones, le « Bourgo », la prairie subaquatique où vient frayer le fretin en période de hautes eaux.

Ce phénomène déjà grave en soi pour le Mali où la pêche représente le quatrième poste des exportations et le dixième de la production fluviale du continent, s'accom-

pagne de ce facteur dangereusement aggravant : celui d'une surexploitation des ressources piscicoles du fleuve. Qu'il s'agisse des Alestes des carpes Tilapia ou des Lates Niloticus (les gros poissons capitaine qui à taille adulte peuvent mesurer plus d'un mètre vingt), tous les pêcheurs du delta vous le confirmeront : la taille du poisson pêché a diminué. Il est vrai que le barrage de Sélingué en amont de Bamako a créé un lac

mutations profondes qui se sont produites depuis l'Indépendance sur le fleuve. Jadis les pêcheurs-migrateurs Bozos étaient les seuls pratiquement à posséder la maîtrise des eaux et disposaient d'un monopole de fait tout en accordant des tolérances saisonnières aux autres ethnies, se gardant le privilège des barrages. Les maîtres des eaux, les personnages les plus castés de cette société du poisson. Les jeux, l'avenir, le mariage, tout

diminution des pertes dues aux insectes ichtyophages

- améliorer de la qualité du produit.

- diversifier des formes de commercialisation du poisson et programme de recherche technologique.

- utiliser au mieux les embarcations de pêche par l'entretien des moteurs hors-bord existants.

- aménagement des centres de commercialisation.

Une infrastructure de formation, un bureau d'étude, un chantier naval, une conserverie et des infirmeries furent mis en place dans la région de Mopti. Pirogues et pinasses se virent équipées de moteurs hors-bord, cela ayant pour conséquence première de rendre accessibles des zones éloignées de Mopti et d'intensifier l'exploitation du patrimoine fluvial.

D'autre part, avec la dégradation des termes de l'échange, les filets, le carburant et les moteurs ont contribué à l'endettement des pêcheurs dont le produit passe de plus en plus aux remboursements des équipements et au paiement du combustible.

Dans l'ensemble, les « jachères » (les zones de mise en réserve) ont certes été respectées mais leur domaine ne fut pas étendu comme il aurait dû l'être en fonction de la diminution des surfaces inondées en hautes eaux. Aujourd'hui, à tous points de vue, les Bozos sont plus

dépendants que par le passé et des décisions étatiques, et du point de vue alimentaire : pour compenser les diminutions de produits céréaliers, on en vient à leur distribuer les conserves du Programme Alimentaire Mondial, parfois ironie cruelle, des boîtes de sardine.

Cela n'est pas le plus grave. La forte pression démographique et l'immigration de provenance du nord continuent de déséquilibrer la proportion consommateurs/producteurs et ne peut qu'accélérer la surexploitation. Après les Touaregs et les Peuls, les Bozos sont-ils les prochaines victimes désignées de cette sécheresse dont on ne cesse de constater l'effarante progression ? Que faire contre la menace d'érosion d'une des rares ressources alimentaires du Sahel ?

François Misser

«L'équilibre écologique»

et

améliorer la qualité du produit

rendant possible une reproduction, alimentant déjà les bonnes tables des restaurants de Bamako où les élites maliennes et les coopérateurs occidentaux des succulents capitaines. Mais pour le moment, compte tenu de la baisse des étages, moyenne si l'on considère les vingt dernières années, la prédation effectuée sur le milieu est plus poussée que par le passé. Pourquoi ?

Il faut d'abord évoquer les

se rapporte au fleuve, soucieux de ne pas rompre l'alliance avec les génies du fleuve ou de préserver ce que nous appellerions « l'équilibre écologique », décidaient des lieux de pêche choisis triennalement selon des critères complexes que les ichtyologues n'ont pas fini de découvrir.

Après la grande sécheresse de 1973 et la grande faim « Hongo Holo » qui avait à peu près épargné les Bozos, les mutations dans la composition ethnique des pêcheurs s'accéléraient fortement. D'autres ethnies, les Rimaibés, les anciens captifs des bergers Peuls, qui depuis des années troquaient le mil, le riz et les produits de l'élevage contre le poisson des Bozos, rejoignirent les Somono (bateliers Bambaras) et les Marka, qui s'étaient eux aussi tournés vers l'activité piscicole. De plus en plus.

Cela correspondait aussi au changement de mentalité introduit par la création en 1964 des coopératives de production et de distribution des pêcheurs par le gouvernement de Modibo Keita pour qui le Niger était à présent le patrimoine de la nation toute entière. Il fallait pourvoir le marché intérieur et aussi se procurer des devises auprès de la Côte d'Ivoire, du Ghana.

Trois ans après la chute de Modibo, le gouvernement du général Moussa Traoré jeta les bases avec l'aide financière du Fonds Européen de Développement, d'un projet baptisé « Opération Pêche » dont les buts étaient de :

- augmenter les quantités de poissons séchés et fumés par la

Zimbabwe : 18 avril 1980, indépendance.

Deux ans après son indépendance, le Zimbabwe prend de plus en plus la caractéristique dominante de tous pays africain qui se respecte : le non-respect du pluralisme politique. En 1982 et c'est peut-être dommage, la tendance est à l'uniformisation en Afrique.

L'actuel premier ministre, Robert Mugabé et par ailleurs leader de la Z.A.N.U. avait été élu avec plus de 55 % des voix en mars 1980, à la veille de la proclamation de l'indépendance du pays ; à cette époque, le Zimbabwe réunissait tous les éléments pour réussir. Malgré sa position majoritaire, la Z.A.N.U. avait partagé le pouvoir avec la Z.A.P.U. et le parti de Muzorewa, l'homme qui avait osé signer un « règlement interne » avec le régime des colons, avait été à l'issue des élections de mars 1980 pratiquement balayé de la scène politique en obtenant 8 % des voix ; en même temps la communauté

blanche disposait d'un nombre de sièges au Parlement et l'on peut estimer qu'une telle issue, qu'une telle situation politique après 15 années de luttes armées sanglantes ne pouvait qu'encourager l'esprit d'apaisement et de coexistence entre les différentes composantes de la société du Zimbabwe ; au lendemain de l'indépendance aucun esprit de revanche ne s'était manifesté et c'était tant mieux. Cette transition sans heurts d'une situation à minorité blanche au pouvoir à majorité noire, favorisa aussi d'une certaine manière la poursuite de l'activité économique.

Cette situation de paix civile, de coexistence ethnique et raciale n'allait pas tarder à se détériorer avec tout d'abord l'implication du ministre des transports, Tékéré dans l'assassinat d'un fermier blanc et enfin la violente campagne de discrédit lancée par la Z.A.N.U. contre ses partenaires de la Z.A.P.U. et son leader Joshua

Nkomo. Le ministre des transports sera finalement relâché par le tribunal de Salisbury.

Depuis le mois de février dernier, Robert Mugabé a démissionné ainsi que les quatre ministres membres de la Z.A.P.U. ; après que les services gouvernementaux aient accusé celle-ci d'avoir constitué des caches d'armes et de préparer des actions armées. Enfin le voeu émis par R. Mugabé de vouloir instituer un parti unique, ne pouvait que contribuer à la détérioration du climat politique ; et comment ne pas trouver ce « voeu » quelque peu médiocre et malsain lorsqu'on constate qu'il est parti unique est le symbole de la certitude oppressive qui exclut le débat, un préalable que nécessite toute prise de décision dans un quelconque domaine, surtout dans un pays en voie de développement à la réalité très complexe.

J.A.

Iles Malaouines

REFLEXES, PARADOXES, ENJEU

Depuis lundi, l'ultimatum lancé par la Grande-Bretagne menaçant de couler tout bateau se trouvant dans la zone de deux cents mille marins autour des îles Malouines a pris fin sans qu'aucun affrontement n'ait encore eu lieu. Pourtant, il ne semble pas que d'un côté ou d'un autre, les belligérants, on soit prêt à reculer.

A. Haig, Secrétaire d'Etat américain, s'en est rendu compte lors de sa navette diplomatique. Buenos Aires-Londres, interrompue mardi soir et qui n'a abouti à aucun accord. L'Argentine qui aurait rassemblé près de dix mille hommes dans l'archipel n'entend retirer ses troupes et entamer des discussions qu'au moment où Londres reconnaîtra sa souveraineté sur les Malouines. Et de son côté la Grande-Bretagne dont l'armada tente d'imposer un blocus dans cette zone de l'atlantique sud ne veut pas négocier tant

Salvador : menace de La D.C.

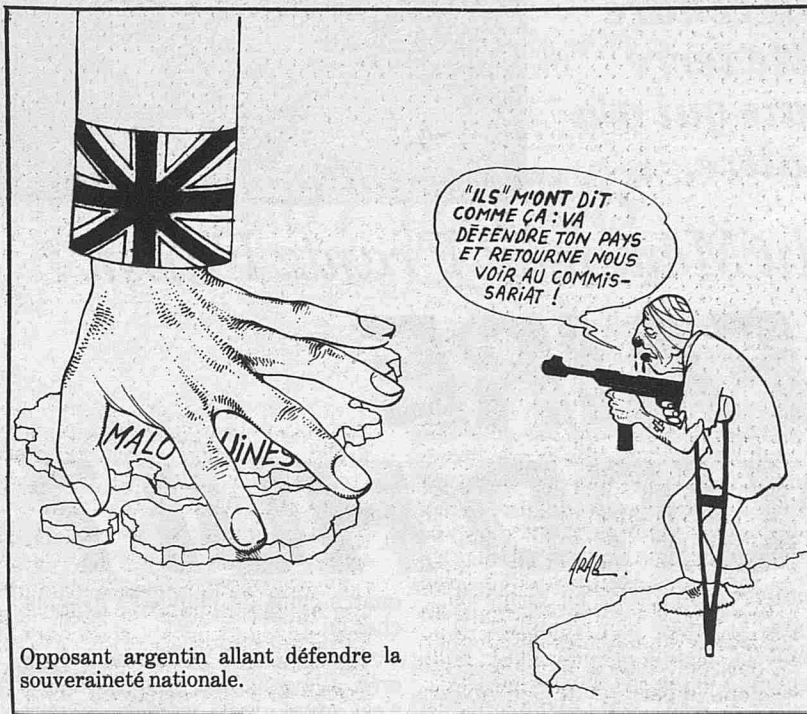
Le Parti Démocrate Chrétien a formellement démenti, mardi 14 avril, l'existence d'un accord visant à la formation d'un gouvernement « d'Union Nationale » au Salvador.

Dans un communiqué, la DC a expliqué que malgré une semaine de négociations, menées par les six partis politiques ayant participé aux élections, il n'avait pas été possible de parvenir à un accord « équitable ». Le communiqué dénonce « l'aveuglement et l'intransigeance » des deux principaux partis d'extrême droite, l'ARENA du Major Daubuisson et le Parti de Conciliation Nationale.

Le secrétaire général de la DC a réclaté, lors d'une conférence de presse, une répartition des portefeuilles en proportion des voix obtenues par chacun des partis aux élections du 28 mars. M. Ray Prendes a menacé de passer dans l'opposition si un gouvernement était formé sans tenir compte de la DC.

Il semble donc qu'à la veille de l'ouverture de l'Assemblée Constituante et en dépit des pressions américaines, les partis de droite ne soient pas prêts à accepter un compromis politique avec la démocratie chrétienne.

F.B/M.N



Opposant argentin allant défendre la souveraineté nationale.

que les militaires argentins continuent à occuper « ses » îles Falklanders.

Et de chaque côté de la barrière, les camps se forment en laissant apparaître des réflexes et des paradoxes. Réflexes de solidarité occidentale autour de la Grande-Bretagne. Bien qu'au niveau intérieur, des hommes tel T. Benn, leader de la gauche du parti travailliste condamne l'envoi de la flotte britannique, Mme Thatcher retrouve en ce moment autour d'elle quasiment toutes les forces et courants politiques. Mais ce qu'il faut noter, c'est l'alignement occidental derrière la Grande-Bretagne. Et en particulier celui de l'Europe des dix qui a pris à l'encontre de l'Argentine des sanctions économiques en rompant toutes relations commerciales. Et dans ce tintamarre occidental, les voix des anciennes colonies (ou actuelles) européennes ne sont pas les moindres. Notons à ce propos que la France a perdu à cette occasion non seulement une occasion de se taire mais surtout un moment pour mettre en pratique les belles déclarations qui ont suivi le 10 mai. Le langage tiers-mondiste des socialistes français et de F. Mitterrand et l'ambition d'être un intermédiaire entre le Nord et le Sud n'a pas résisté au réflexe colonial et à la pesanteur impérialiste ; chassez le naturel, il revient au galop.

Paradoxe du côté argentin. L'unité nationale au niveau intérieur face aux oppositions internes. On a vu le secrétaire général de la CGT argentine sortir de prison pour aller assister à la prise de fonction du gouverneur argentin aux Malouines. La manifestation du 10 avril a regroupé des dizaines de milliers

d'argentins dont la plupart manifestait une semaine plus tôt contre la dictature. L'opposition à la junte vit une difficile contradiction. D'un côté, elle a toujours revendiqué la souveraineté argentine sur les îles Malouines et donc

ne peut s'opposer à la récupération nationale de cette portion du territoire. De l'autre, elle est consciente du coup de poker de la junte et proclame que son soutien à la junte n'est pas global.

Le soutien international à l'Argentine est lui aussi digne d'un roman de Kafka. Dictature, défenseur de l'Occident Chrétien, le régime argentin se retrouve soutenu pour l'essentiel par des

régimes qui lui sont totalement opposés politiquement. Et ceci au travers d'une solidarité sud américaine, des non alignés et « anti-impérialiste ». Au résultat cela fait un mélange étonnant. Le Nicaragua, Cuba qui ont toujours proclamé leur désir de débarrasser l'Amérique Latine de toute présence étrangère ont affirmé leur solidarité avec des généraux anticomunistes. L'Algérie a aussi apporté sa solidarité avec le régime argentin. Mais l'apogée de la contradiction est atteinte avec l'Union Soviétique et le camp socialiste.

En fait, ces paradoxes ne sont guère étonnants. Dans le cas particulier de l'URSS, Moscou ne fait que rendre la pareille à Buenos Aires qui lui avait permis de faire face au blocus américain céréalier décrété par Carter lors des événements d'Afghanistan. Mais de manière plus générale il était prévisible que la solidarité à un pays du tiers-monde aurait prévalu à toute autre considération en ce qui concerne les îles Malouines. Par exemple, Cuba ne pouvait que soutenir l'Argentine pour la simple et bonne raison que le mouvement des non alignés que préside jusqu'en septembre prochain F. Castro a toujours reconnu légitime la revendication argentine au sujet des îles Malouines. Enfin, le paradoxe est moindre du moment que le soutien va au pays plutôt qu'au régime politique de l'actuelle Argentine.

Mais, s'il est un endroit où le conflit des îles Malouines pose problème, c'est à Washington. Pour plusieurs raisons. Déjà les américains trouvent absurde que deux de leurs alliés soient en conflit alors que la solidarité doit être plus que jamais totale face à l'Est. De plus et surtout, les USA risquent de perdre des plumes en Amérique Latine avec l'Affaire des Malouines. Un des grands principes américains, la doctrine Monroe, est que l'Europe n'a pas à s'occuper de ce qui se passe sur le continent américain. Ce slogan lancé au XIXème siècle et utilisé récemment encore pour dénoncer la « présence soviétique » au Salvador est actuellement battu en brèche par le soutien des USA à la Grande Bretagne. A long terme, ceci peut être une brèche dans la domination américaine dans l'hémisphère sud puisque les pays de cette région pourront se prévaloir de l'attitude de Washington pour ne plus se sentir engagés à ses côtés en toutes circonstances. C'est dans ce cadre que s'expliquent les tentatives désespérées des américains pour trouver un compromis entre Londres et Buenos Aires.

Ainsi, au-delà de son aspect folklorique, le conflit des Malouines représente un test diplomatique important.

Raphaël Constant

Tahiti paradis ?

TAHITI COLONIE ATOMIQUE !

Tahiti, vous connaissez ? Vous en avez au moins rêvé tant depuis un siècle s'est réfugié derrière ce nom de pays des images de sourires, de bonheur et de fleurs.

Et pourtant derrière ces clichés, se cache une autre réalité, dont quelques éléments seront dévoilés à l'occasion du procès de cinq tahitiens qui s'ouvrira le 19 avril devant la cour d'Assises de Versailles.

Ce n'est pas la première fois. Cette cour d'Assises semble avoir le triste privilège d'hériter des affaires hypocritement qualifiées de « droit commun », mais en fait profondément politique, issues de « l'Outre Mer » français. En 78, celle des deux martiniquais Boutrin, en 79, celle de Charlie Ching et de ses amis.

Arrêtons-nous à cette dernière

affaire car, là aussi, il s'agissait de juger des tahitiens et qu'on ne peut comprendre le procès du 19 sans s'y référer. D'ailleurs, pour comprendre parfaitement, il faudrait remonter à 1842, date où Tahiti devient protectorat français, à 1880, quand le protectorat devint colonie sous le nom d'Océanie française, à 1941 lors du premier emprisonnement du leader polynésien Pouvanaa a Oopa, et enfin en 1963, au moment où le général De Gaulle décide de créer le Centre Expérimental du Pacifique. Depuis cette dernière date, les cent et quelque mille polynésiens vivent dans une quasi terreur quotidienne en dépit des efforts de la propagande coloniale visant à faire croire qu'il n'y a aucun danger à faire sauter des bombes atomiques dans l'atoll de Muroroa. Et ceci bien que des maladies dont l'une s'appelle du nom charmant de contamination ont apparu à la suite du début des essais. Et ceci bien que des dizaines de conférences internationales, des centaines de savants, des pays limitrophes tels le Japon, l'Australie, les Iles Fidji, la Nouvelle-Zélande et le Chili ont multiplié pressions, protestations sur le gouvernement français pour l'arrêt des essais qui représentent

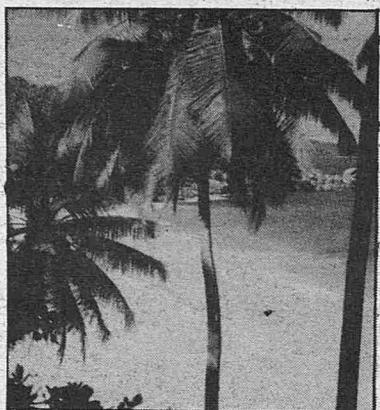
un grave danger pour l'environnement régional.

Mais en plus d'être le lieu choisi par les français pour s'affirmer comme la troisième puissance mondiale, Tahiti est aussi et tout simplement une colonie française. Les polynésiens qui composent 75 % de la population n'ont pas grand chose à dire et à voir dans les décisions concernant leur pays et ceci en dépit du statut d'autonomie interne arraché en 77. Ce sont les « demis » (15 %), fraction bourgeoise de la population métisse vivant à l'Occidentale, les européens (10 %) qui sont tous de passage et travaillent directement ou indirectement de la bombe et dans une moindre mesure les « chinois » (5 %) qui bénéficient des milliers de francs déversés annuellement en Polynésie par la France. Quant aux restes, il ne lui en parvient que quelques miettes.

Dans une telle situation où « la voix royale pour mes enfants demain / c'est de conduire un rouleau mécanique / mettre en friche l'Océan Pacifique / ratisser les nodules métalliques / propres à faire monter les actions des multinationales » (1), il n'est pas étonnant que les tahitiens, et en particulier les jeunes qu'on entend à Paris faire vivre dans un univers

TAHITI

aseptisé et atomique, entendent se faire respecter et qu'on respecte leur identité, leur tradition, leur culture et leur pays. Et ce qui est nouveau depuis quelques années, c'est que beaucoup de tahitiens ont fini de sourire et d'offrir des fleurs. La violence est apparue dans ce prétendu pays de rêve. Elle a émergé en 77, lors du passage du Secrétaire d'Etat du moment quand Charlie Ching, neveu du leader historique Pouvanaa, avec les militants du Te Taata Tahiti Tiami (le sang de nos ancêtres) attaquent la poste de Papeete et tuent dans un attentat un directeur de société française. Les « criminels » ont été arrêtés et croupissent encore et pour quelques années encore dans les



geos coloniales françaises. Mais depuis 77, beaucoup de choses ont changé à Tahiti. Le fossé séparant le pays légal du pays réel n'a cessé de s'élargir. Non pas que la majorité des tahitiens soit prêt à prendre les armes ou sont indépendantistes. La pesanteur coloniale est encore forte, le clientélisme électoral du fait de l'attachement à telle ou telle personnalité politique au passé de combattant anticolonialiste comme Mrs Sanford et Teariki du Front Uni, occulte les problèmes de fond. Il n'empêche qu'un fort courant de la jeunesse tend à se radicaliser et se retrouve parfaitement dans les slogans indépendantistes et autogestionnaires d'un parti comme le la Mana Te Nuuma qui a obtenu plus de 20 % les voix aux dernières élections.

Le procès du 19 avril est un test. La droite tahitienne et le centre entendent à l'occasion de ce procès démontrer qu'être indépendantiste est purement et simplement criminel. Il faut dire que les accusés (2) sont des mutins de prisons qui ont « dirigé » une révolte en 79. Mais ceci aux cris de « Donnez-nous notre indépendance », « ramenez les français chez eux », « qu'ils fassent éclater leur bombe sur la Tour Eiffel ». Du côté du pouvoir socialiste, il s'agit d'un banc d'essai. Réprimer ou non telle est la question (3). Et au-delà, traiter le peuple tahitien en majeur ou non ? Continuer à faire des essais ou non ? A ce dernier sujet, F. Mitterrand a déjà répondu. Depuis le 10 mai, plusieurs essais nucléaires ont déjà eu lieu. A ces questions, il faudra des réponses.

En attendant, et en dépit des efforts du ministère public, c'est le colonialisme français et sa bombe qui seront les vrais accusés le 19 avril sous les lambris et les dorures de la Cour de Versailles.

Raphaël Constant

- (1) Extrait d'un poème Mahori
(2) Comité de soutien aux Tahitiens 17 rue de l'Avre 75015 Paris
(3) Au procès de C. Ching et de ses amis, les condamnations se sont échelonnées de cinq à vingt ans de travaux forcés.

Lorsque nous avons décidé, il y a presque deux mois de consacrer un numéro spécial de « Sans-Frontière » à Frantz Fanon, à l'occasion du 20ème anniversaire de sa mort, nous ne savions pas alors que la question était aussi posée à Fort de France, en Martinique, de lui rendre un hommage sur cette terre qui l'a vu naître, mais qui n'a pas voulu le reconnaître.

Après le succès du Mémorial Frantz Fanon :

QUOI FAIRE AUJOURD'HUI ?

C'est ainsi que l'idée du mémorial Fanon est née. C'est là-dessus que les organisateurs ont voulu « cibler » : « Restituer Fanon à son peuple sans le canoniser ». C'était au départ la position de Marcel Manville, ami de longue date de Fanon et cheville ouvrière de ce mémorial.

Ce fut ensuite la position dominante de la gauche martiniquaise dans son ensemble, à quelques exceptions près, dont celle de Cabort Masson, indépendantiste martiniquais un peu trop isolé. Pour lui, il fallait d'abord mobiliser le peuple dans son ensemble avant de faire un mémorial avec des invités étrangers.

Mais tout le monde se retrouvait d'accord sur le fait que ce mémorial se devait d'avoir comme objectif « d'élargir la conscience martiniquaise » en partant de l'expérience et des idées de Fanon pour en finir avec les idées « assimilationnistes ».

Dès le départ, le mémorial s'est refusé d'être un regroupement de partis ou de syndicats. Il est composé d'individus de différentes sensibilités, que certains jeunes indépendantistes ont de suite qualifié un peu trop à la hâte « de personnes qui sont au moins autonomistes et tout au plus indépendantiste honteux ».

Et cela était pour le moins hâtif, bien qu'exprimant la position politique de ces mêmes indépendantistes par rapport au mémorial :

soutien critique. Car au terme de quatre journées bien remplies, le mémorial Franz Fanon peut se targuer d'avoir obtenu un succès certain, tant au niveau de l'organisation elle-même, qu'au niveau de la participation populaire.

Pourtant, on a craint le pire dès le premier jour des communications dans l'enceinte du campus. Les étudiants avaient sagement rempli l'amphi, qui avait été baptisé « Amphi Fanon » pour entendre les intervenants disséquer les écrits de Fanon. Le mémorial tournait alors à une espèce de « Fanonie » selon le mot d'un des participants, à une sorte « d'université d'été Fanon », le climat s'y prêtant très bien d'ailleurs.

Mais il a suffi, le soir même d'un débat à la télévision, autour d'une table ronde réunissant « des camarades étrangers » comme on a tout de suite appelé les délégués venus des quatre coins du monde, pour faire le déclic au sein de la population martiniquaise.

Il a suffi de voir un professeur venu du Japon, M. Ebisaka, expliquant que les oeuvres de Fanon sont traduites en japonais depuis 1966 (ce qui s'est traduit en gros dans la tête des gens par le fait que tout le monde doit connaître Fanon, au Japon), pour que le petit peuple de Martinique se sente presque culpabilisé, et qu'il a cherché depuis à comprendre qui était vraiment « ce martiniquais » connu aux

quatre coins du monde et inconnu chez lui.

A partir de là, l'événement était créé. L'événement était là et cela s'est passé de la manière la plus « naïve » et c'est peut-être ce qui explique la profondeur de l'événement. Et pour en avoir une idée, il faut imaginer la tête du professeur japonais, lorsque les gens l'ont remercié dans la rue le lendemain, chacun voulant aller lui serrer les mains.

Les autres invités n'ont eu qu'à confirmer ces idées et chacun à sa manière a enfoncé dans la tête des gens que Fanon est bien un grand homme et qu'il est bien Martiniquais. Monsieur Mandouze pouvait alors intéresser les gens. Madame Zerdani a pu émouvoir les gens, en tant qu'ancienne maquisarde du FLN algérien et « sœur de combat » de Frantz Fanon.

Fanon était bien revenu en Martinique. Le Mémorial avait atteint ce premier objectif.

Il ne restait alors qu'à porter la « bonne parole » dans les communes, dans les lycées, la cause était entendue, elle était même attendue.

Du Lamentin à Rivière Pilote les meetings furent chaleureux, populaires et peut-être même un peu trop solennels. La clôture du mémorial samedi soir allait dans le même sens. Le théâtre de la verdure de Fort-de-France s'appellera désormais « Forum Frantz Fanon ». Des troupes de musique, de théâtre se sont

donnés à cœur joie, au ravissement de la foule nombreuse venue autant pour le programme que pour la clôture. Le débat pouvait commencer : quoi faire maintenant ?

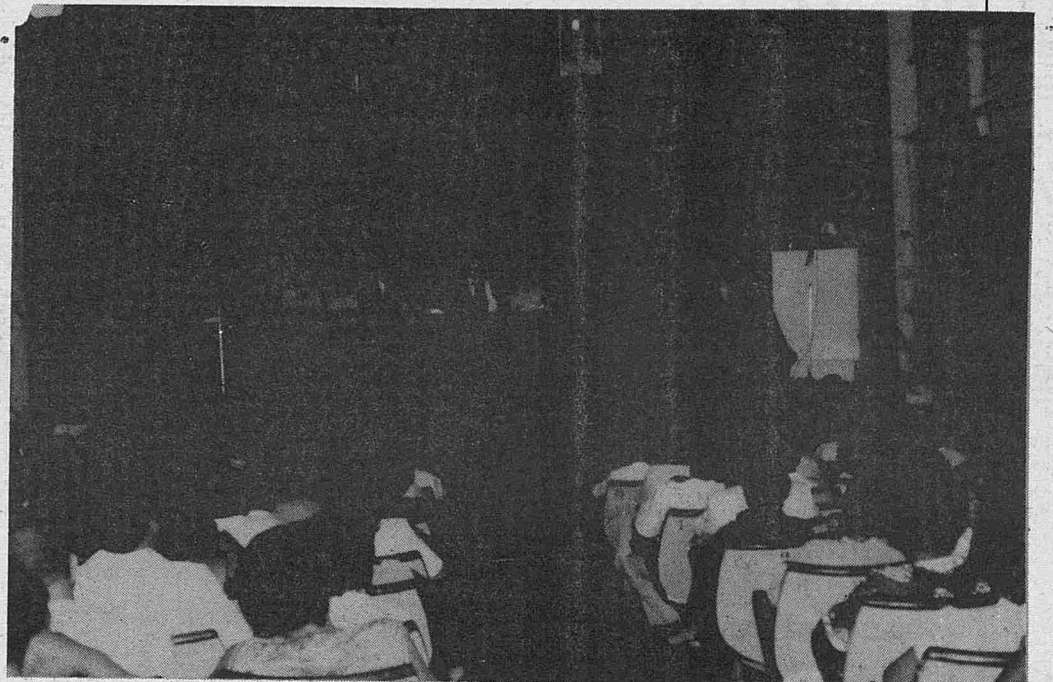
Les organisateurs du mémorial ont senti ce « frisson » de souveraineté. Ils ont accueilli les « camarades étrangers », un peu comme si la Martinique était déjà libre, mais la série de drapeaux français plantés ici et là et même devant le lieu où s'est tenue une exposition sur Fanon, au centre Schoelcher ramenait tout le monde à la réalité. Il est difficile alors de conclure sans être obligé soi-même de prendre position.

Mais il suffit peut-être de citer quelques participants pour se faire une idée de l'apreté du débat qui suivra. Pour un militant indépendantiste guadeloupéen, le mémorial aura pour effet, qu'il sera de bon ton aujourd'hui pour la bourgeoisie locale d'avoir Fanon dans sa bibliothèque. C'est peut-être vrai, mais ce n'est certainement pas l'aspect le plus important.

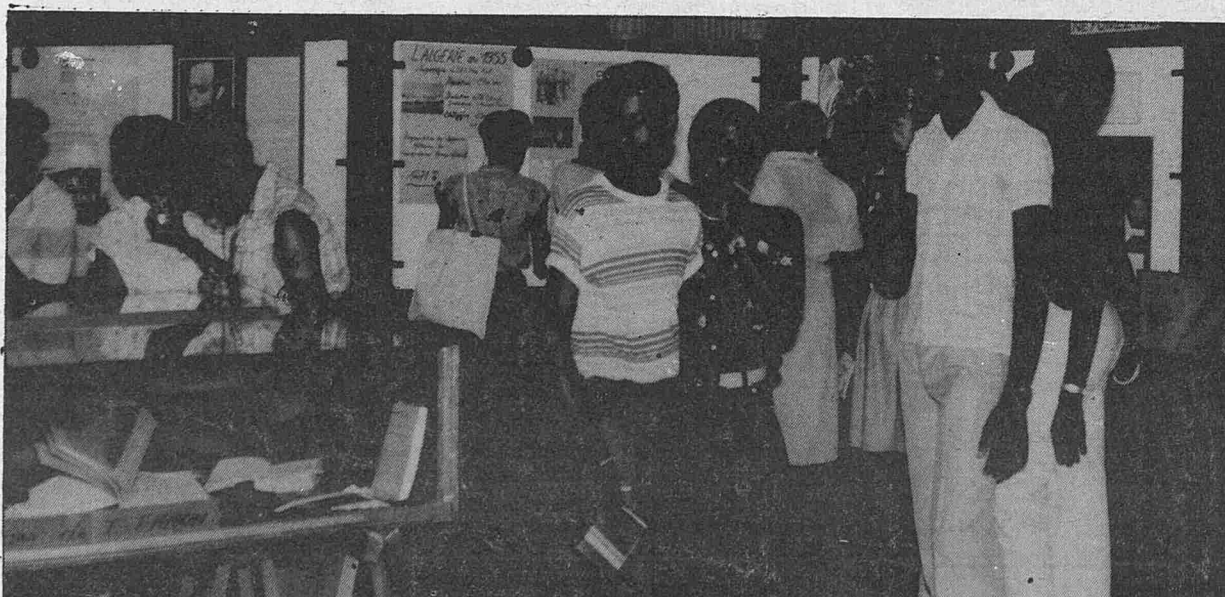
Car il reste à savoir ce que deviendra le mémorial lui-même en tant qu'organisation ? Va-t-il se transformer en cercle Frantz Fanon ? Et pour quoi faire ?

Les mois de préparation qui ont précédé l'organisation ont permis d'obtenir la participation populaire accompagnée d'une certaine neutralité de la plupart des organisations. La mairie de Fort de France tenue par Aimé Césaire a même aidé les « gens du comité », bien que dans la tête de la plupart des membres, ce mémorial doit servir à liquider les idées « de moratoire », qui sont pour eux les idées qui véhiculent largement ces idées « assimilationnistes ». Le peuple martiniquais a attendu 20 ans pour se poser des questions sur Fanon, pour espérer des réponses rapides. On y mettra le temps qu'il faut mais la question ne peut plus être éludée, car Fanon ne peut signifier autre chose que la rupture avec la colonisation. Tout le monde l'a dit. Tout le monde en est convaincu. Reste à mettre cela en pratique, et cela est de la responsabilité des Martiniquais eux-mêmes et eux seuls serait-on tenté de dire.

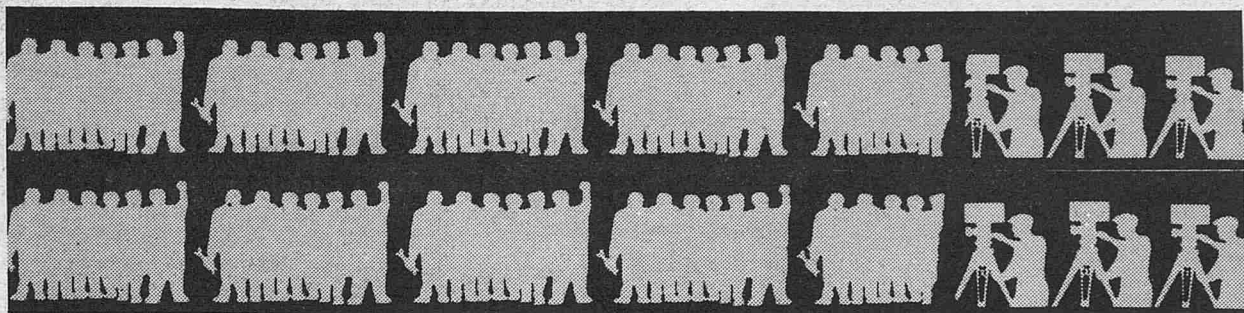
Méjid Ammar



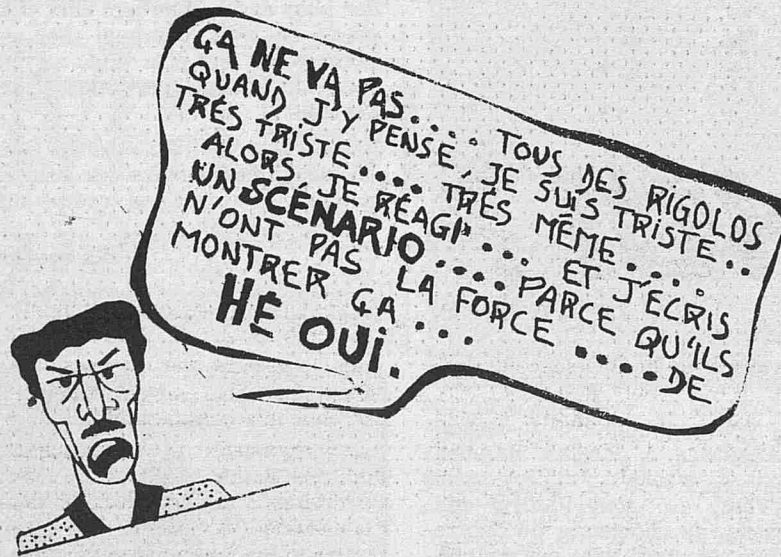
Séance d'ouverture du mémorial



Exposition de Frantz Fanon



Festival International de Cinéma Images de mémoires Ouvrières



Tribune libre

A propos de « Prends
dix mille balles et casse toi » ...

Les Mollahs de la critique

Malgré ce qu'on pourrait croire parce qu'on en parle, on produit peu sur l'immigration. Beaucoup de rapports, de documents, d'études, peu d'oeuvres cinématographiques, littéraires, musicales. Et l'immigration produit elle-même sur elle-même encore moins. Or chaque fois qu'on entrevoit la possibilité d'une parole, d'un regard, d'une musique, on peut être sûr que c'est de l'immigration ou des intellectuels en exil que viendront les premiers coups. Lorsqu'il est question de la production artistique du Tiers-Monde, tout est prêt dans les médias immigrés pour l'accueillir, la valoriser, la faire exister et heureusement. Mais lorsqu'il s'agit de découvrir du côté de l'immigration une sensibilité, une émotion nouvelles, même timides ou maladroitement, on entend aussitôt, du même lieu les donneurs de leçons, que j'appellerai les *Mollahs de la critique*. Il n'est pas question d'être des « beni-oui-oui » et d'encenser ce qui ne devrait pas l'être. Le sens critique, si développé chez ceux qui se trouvent comme beaucoup d'entre nous en position d'exil, est une qualité de la jeune immigration en particulier. Elle est insolente, impertinente ; elle juge souvent juste et en particulier des détails de la vie quotidienne qui marquent toujours une appartenance de classe et de culture, à travers le vêtement, la mode, la coiffure, les cigarettes, la langue et

l'accent, la pratique sociale la plus évidente, mais elle est aussi aliénée à l'image, à la représentation, à la consommation. Il faut toujours à tout prix être branché ou en tout cas, avoir l'air branché sinon, c'est la honte... Or, M. Zemouri sur le mode du grotesque et de la farce a réussi à souligner des contradictions profondes qu'aucun film militant n'aurait donné aussi clairement à voir et à penser, peut-être pas au moment du rire, mais plus tard. Eh bien, il se trouve du même lieu social et culturel que le cinéaste Algérien de l'immigration en France, des roquets pour aboyer et mordre plus fort que d'autres qui auraient pu le faire pour des raisons suspectes peut-être du côté de la France française. Mais parce qu'on est de l'immigration, on s'autorise au massacre et on trouve cela très audacieux et vigilant...

Pour qui ? Pour soi-même. On se rassure ainsi de ce qu'on ne fera pas ? Si l'immigration se lamente, c'est lamentable, si elle dit la réalité c'est ennuyeux, on connaît, si elle rit, elle ne rit pas bien. La réalité est trop réelle et la fiction n'est pas réelle. Qu'on lui coupe la tête, disait la reine dans Alice, qu'on lui coupe la langue et qu'on lui crève les yeux diraient les Mollahs dont nous avons parlé plus haut.

Que l'immigration reste la grande muette ?

Leïla Sebbaï

Le premier festival international de cinéma intitulé Images de mémoires ouvrières se déroulera du 22 avril au 2 mai 1982 au studio Berthelot de Montreuil. Festival organisé dans le cadre des multiples manifestations qui se dérouleront à la faveur de la CGT qui quitte le « 213 rue de Lafayette » pour s'installer dans un vaste complexe architectural qu'elle a fait édifier Porte de Montreuil.

Avec une centaine de films au programme, ce premier festival se propose d'évoquer l'histoire de la condition ouvrière à travers le temps, les pays et les hommes. D'ores et déjà une dizaine de pays ont décidé de concourir à ce festival (Algérie, Allemagne (RFA), Brésil, Cuba, Hongrie, Pologne, Italie, Yougoslavie...). Nombreux seront les thèmes qui touchent au mouvement ouvrier style, l'exploitation, la prise de conscience, le chômage, les contradictions sociales, l'immigration... etc... seront abordés par les films durant ce festival.

On ne peut que se réjouir d'un tel festival sur les prolos du monde entier mais souhaitons que ce festival nous ouvre sur une perspective du mouvement social qui ne soit pas imprégné d'ouvriérisme...

M.N.

PS : Pour tous contact : 857 57 78

« Le Sud Express » de Ça et Là

La troupe de théâtre portugais Ça et Là présente son nouveau spectacle à l'occasion de l'anniversaire du 25 avril à Fontenay-Sous-Bois. Sa nouvelle pièce, « Le Sud Express » sera présentée en première représentation samedi 24 avril, 20h à la Maison pour tous. Cette création des jeunes portugais, dont la pièce précédente, « Le Cul entre Deux Chaises » a obtenu un succès mérité, met en scène des immigrés portugais au moment où ils partent en vacances d'été au Portugal. Au cours de ce voyage en train au pays d'origine, ils évoquent, en un ton gai, leurs rêves, leurs illusions mais aussi leurs angoisses et espoirs.

MPT Gérard Philipe, 26 rue G. Philipe. Arrêt-RER Val de Fontenay et bus 118, arrêt Verdun. Entrée 10 f.

Carmelo Portelli , par intérim

Les bleus

de Ivan Reitman, avec Bill Murray, Harold Ramis, Warren Oates, Sean Young ...

Vous êtes New-Yorkais, chômeur et je-m'en-foutiste, engagez-vous dans l'armée. Elle vous apportera le fric, les copains, les gonzzesses et pourquoi pas la gloire.

C'est sur ce thème éculé que nous vient des Etats-Unis le dernier film de Yvan Reitman, pseudo-comique minable : Woody Allen a fait école, mais il y a eu beaucoup de cancre dans ses classes. Le systématisme de l'anti-héros ça devient chiant.

Qu'on soit moche, à la rigueur ! Mais qu'on n'ait rien à dire, c'est trop.

Si vous êtes un fana de la série « Les bidasses », allez voir « Les bleus », vous serez servi.

Il ne manque que Darry Cowl et Claude Pieplu : faut dire qu'ils n'ont pas encore traversé la Manche, alors l'Atlantique ! ...

T'empêches tout le monde de dormir

de Gérard Lausier, avec Daniel Auteuil, Catherine Alric, Anne Jousset, Tanya Lopert, Philippe Khorsand ...

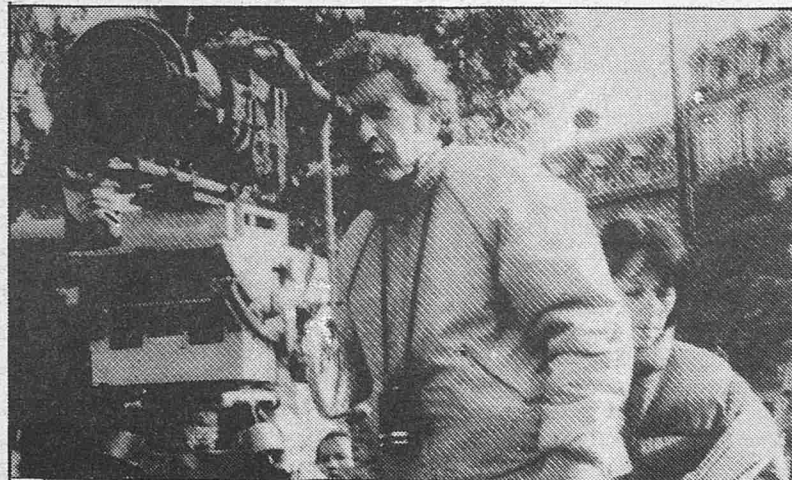
Si les conneries d'Yves, alias Daniel Auteuil, arrivent à vous faire marrer, c'est que vous êtes fatigués ou bien un peu cons. Lausier perpétue ici un style mis à l'épreuve dans ses bandes dessinées, se voulant le critique féroce de notre société et n'en étant, en fait, que le triste bouffon.

Les quelques gags disséminés ça et là auraient pu être drôles s'ils n'avaient été à leur nième reprise, issus cette fois du sans-gêne d'Yves, dont l'interprète n'a d'ailleurs dans ce rôle rien pour séduire, pas plus que Catherine Alric qui en perd même sa ressemblance avec Catherine Deneuve, son seul atout cinématographique.

Il en résulte que ce film, après une introduction assez rythmée, sombre dans les démolés peu intéressants de quatre personnages d'ailleurs fort peu sympathiques.

Si vous pratiquez les sorties de secours et tombez par hasard sur ce film, je crois qu'il ne vous empêchera pas de dormir.

Gérard Lauzié en tournage



Conan le barbare

de John Milius, avec Arnold Schwarzenegger, James Earl Jones, Max Von Sydow, Sandahl Bergman, Ben Davidson ...

D'entrée, je fus séduit par l'atmosphère chaleureuse de la salle : « Assure Hulk ! », « mais non, du con, c'est Conan ». A ces réflexions de cinéphiles avertis s'ajoutait le



senssuround pratiqué ici à l'unisson par les spectateurs : belle économie, Monsieur de Laurentis.

Quel fut mon ravissement quand la voix off, se superposant aux premières images nous annonça que les héros de ce film venaient d'un passé mythologique oublié dont nous n'avons aucune chance de retrouver la trace ! Là, au moins, vous prenez des risques ! On sait à quoi l'on s'expose lorsqu'on traite de façon plus ou moins rigoureuse de la vie de personnages célèbres, mais comment mesurer ce que l'on encourt en s'attaquant à d'illustres inconnus ? C'est sur les prémices d'une vie de sportif que débute l'action : (le jeune Conan va être astreint à un entraînement sévère mais non moins bénéfique après avoir été généreusement débarrassé des seuls détracteurs de cette pratique : ses parents), elle nous entraîne ensuite dans des péripéties non moins sportives, dont je sus apprécier les longueurs, rendant plus éloquents encore les moments de violence d'une rare sobriété.

« Conan le Barbare » inaugure une nouvelle jeunesse du film à grand spectacle, se servant de tous les poncifs du cinéma ringard pour nourrir un scénario si stupide qu'il saura redonner ses lettres de noblesse à ce genre si délaissé du 7^e art.

Littérature haïtienne

«Compère Général Soleil»

Paru en 1955, le roman de Jacques Stephen Alexis, « Compère Général Soleil » était devenu introuvable. Pour notre plus grand bonheur, la collection de l'imaginaire de Gallimard publie à nouveau un ouvrage qu'il n'est pas excessif de considérer comme un des chefs d'oeuvres de la littérature haïtienne, et plus généralement parlant de la littérature antillaise.

Pour restituer la densité de « compère général soleil » et la manière dont ce livre nous interpelle aujourd'hui, il faut, sans verser dans le « portrait d'auteur » rappeler qui était Jacques Stephen Alexis. Ce descendant de Jean-Jacques Dessalines, libérateur d'Haïti, prit une part active à la vie intellectuelle de son pays, fonda, en particulier le groupe « la Ruche » avec René Depestre ayant de quitter l'île et de s'opposer de toutes ses forces à la dictature de Duvalier. C'est ainsi qu'en 1961, en débarquant dans l'île avec un commando, il est capturé, torturé, assassiné avec ses compagnons. Ce roman, et ceux qui suivirent « les arbres musiciens », « l'espace d'un cillement » ainsi que le recueil « Romancier aux étoiles » constituent donc le testament littéraire et politique d'un homme qui paya de sa vie, sa passion pour la liberté, pour notre liberté, d'un écrivain qui vécut jusqu'au bout, jusqu'à la mort le sort des héros qui hantaient son imaginaire. Essayons de résumer « Compère Général Soleil ». Un jeune nègre Hilarion Hilaris, né du « ventre de

la misère » est arrêté pour avoir volé un porte-monnaie dans une des somptueuses villas de Turgeau et découvre l'univers carcéral, mais aussi la résistance à l'oppression sous les traits du militant Pierre Roumel. Cette dernière rencontre modifiera sa vie, le conduira peu à peu à la prise de conscience, au refus de la misère et de la passivité. Il se rendra donc avec sa femme Claire heureuse en « dominicanie » et mourra assassiné par les sbires du pouvoir. Un tel résumé ne rend pas justice à l'oeuvre, car il s'agit d'un roman total. Y sont présent Haïti avec ses couleurs, ses odeurs, son peuple, ses souffrances et ses espoirs mêlés, sa nature à la fois généreuse et meurtrière.

« Rien ne fit contre la colère du vent. Rejetant les cadences » à cent pas de hauteur, il secoue la ville, ivre de fureur le poitrail en avant, avec des sifflets de guerre, avec des ricannements d'orgueil, avec mille tambours crevés ». Y sont présents la splendeur des nuits, la clameur des jours incendiés par l'éclat du soleil « grand nègre, ami des pauvres nègres », luttant pour vivre à chaque instant et leur indiquant



la route. Y est présent aussi l'amour. Amour de la femme, claire heureuse qui porte symboliquement le nom de la campagne, de Dessalines et à travers elle, amour exigeant de l'humanité.

Pourtant, il ne faudrait pas réduire « compère Général Soleil » à une symphonie polyphonique et baroque, à un poème généreux, coloré, épique par moments. C'est un roman politique, disons même communiste. Jacques Stephen Alexis était profondément imprégné des théories marxistes et un discours politique sous tend son oeuvre, se trahissant par un vocabulaire précis : exploitants, exploités, profiteurs patrons. Parfois même les injonctions sont sans détour Pierre Roumel, le leader déclare : « Vous devez être inébranlablement fidèle au pays qui le premier a construit le socialisme à l'union soviétique dont l'exemple fait notre force à Staline qui est notre plus grande lumière ».

tous « les héros positifs », moteurs de l'action sont des communistes, Pierre Roumel déjà cité, Jean-Michel, Paco Torres. Pour J-S Alexis ; le monde est régi par des forces contradictoires, celles des minoritaires oppresseurs, celles du peuple opprimé, l'écrivain dénonce clairement cette main-mise des compagnies étrangères qui contrôlent l'économie du pays et auquel selon lui seul l'avènement d'un régime communiste mettra fin. Cet aspect de l'oeuvre en ce moment de réflexion sur les éventuelles faiblesses du marxisme, est peut-être le seul qui ait vieilli. En même temps, en nous oubliant confronter la grande certitude de Jacques Stephen Alexis avec nos doutes, il alimente notre réflexion quoi qu'il en soit, toutes les revendications exprimées par l'auteur, demeurent essentielles, celles-là même que profèrent les opprimés de l'Afrique comme de l'Amérique Latine. « Qu'on respecte celui qui travaille. Que la majorité des citoyens fassent la loi dans ce pays. Et puisque ce pays vaut par ses travailleurs, qu'ils prennent la direction des affaires, qu'une nouvelle république naisse ».

Certains ont reproché un certain manichéisme à Jacques Stephen Alexis, d'un côté le peuple, groupe informe de travailleurs, de paysans, de chômeurs, de l'autre groupe structuré, celui des militants communistes, seuls capables de conscientiser les premiers. On a parlé d'un certain pessimisme ; se traduisant par la mort du héros. Ces critiques nous apparaissent mineures au regard de la force et de l'impétuosité généreuse de cette oeuvre à la fois réaliste et lyrique, intégrant vérité sociale et poésie. Reste à parler de la langue et de l'écriture de Jacques Stephen Alexis. A tous ceux qui sont engagés dans un débat dogmatique et stérilisant autour de l'opposition créole/français, nous conseillons d'ouvrir le livre de ce grand créateur, et de lire au hasard : « L'artibonite, ce grand gaillard aux bras nouveaux et puissants, et fils des montagnes. Comme les vrais montagnards, il a le port altier, la démarche brutale, la voix vaste des colères froides et orageuses. Les grands maléfiques, ces condors à l'oeil luciférien qui gisent à côté de la foudre, seuls s'abreuvent au secret racine par lesquels il puisent sa puissance de cristal... les paysans lui jettent des fleurs, du miel, des gâteaux, du vin et des liqueurs fortes pour le saculer et favorable ».

Pour finir, citons quelques lignes de René Depestre qui a fort bien connu Alexis, extrait de « Bonjour et adieu à la négritude » : « Dans Compère Général Soleil », en général dans l'oeuvre d'Alexis, la littérature n'est jamais simple illustration, ou grise continuation de la politique : c'est une création, qui a parlé des racines haïtiennes de l'auteur, dépose au procès de la condition humaine un pathétique témoignage ou l'imagination d'Alexis donne une belle cohésion au contingence quotidienne de la vie captée dans son mouvement et dans ces candeurs, et ses férociétés, ses conflits et ses harmonies, sa laideurs et ses beautés convulsives... »

Maryse Condé.

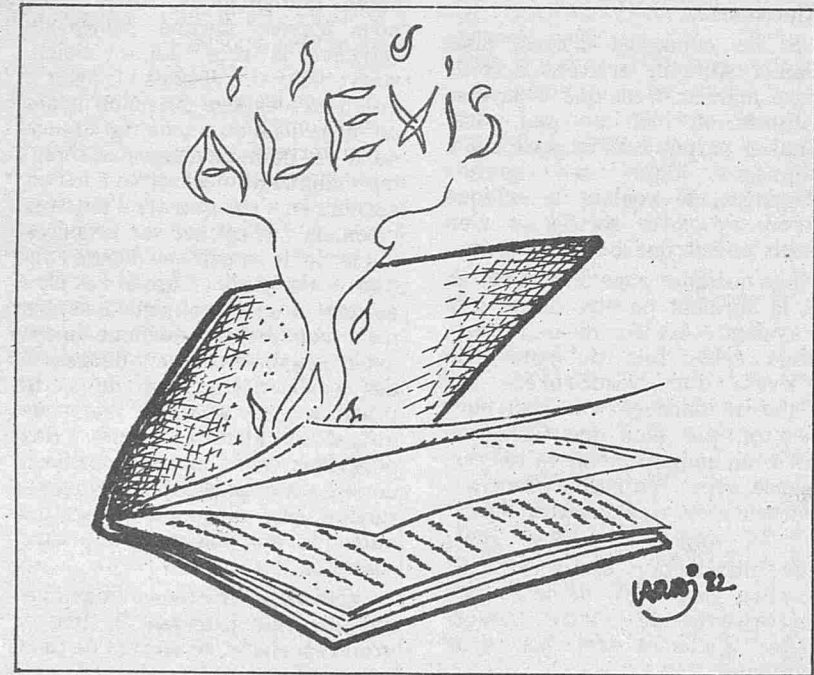
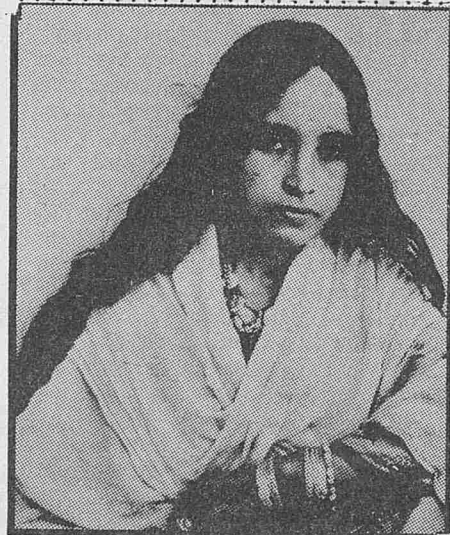
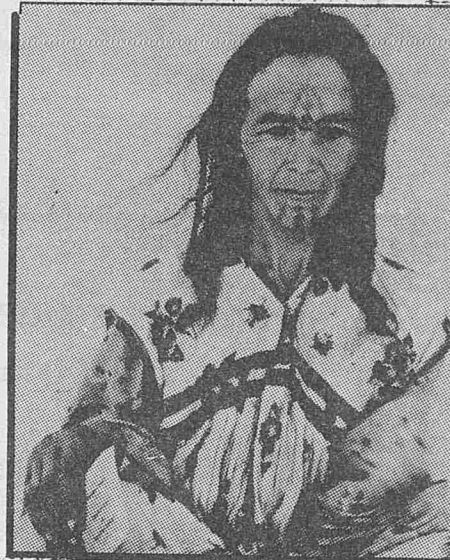
Mitrailer les femmes Algériennes

Qu'on ne se voile pas la face devant ces visages de femmes dévoilées de force par l'administration militaire française en Algérie en 1960. Qu'on les regarde et chaque regard de femme renverra au voyeur-violeur, la volonté de résistance, la fermeté de la rébellion au moment du mitraillage photographique, leur regard noir et intense, symbolique du pouvoir des femmes, de ces femmes-là et de leurs soeurs les détermine à persister dans le refus de l'autre, colonisateur et dominant. Le voile enlevé ou simplement posé sur les épaules, les Algériennes exhibent, malgré elles, les signes culturels qu'elles opposent comme d'autres armes plus redoutables à celles des soldats d'en face. Il faut les regarder pour savoir pourquoi elles ont gagné en 1962, pourquoi elles se battent 20 ans plus tard, sur le code du statut personnel, par exemple.

Marc Garanger a attendu 20 ans, lui aussi, pour rendre ces visages publics. Il ne s'est pas trompé sur leur signification.

Leïla Sebbar

Femmes Algériennes 1960, de Marc Garanger, ed. Contrejour.



Les réfugiés dans la revue «Pluriel»

De l'excellente revue « Pluriel », qui se consacre aux relations inter-ethniques, problèmes des minorités et aux questions nationales, vient d'être publié le n° 28. Ce volume contient un ensemble de textes sur les réfugiés : « Le concept de réfugié en droit international et ses limites » de M. Chemillé-Gendreau ; « L'évolution du concept de réfugié pratiques contemporaines en France » de M. Iognat-Prat ; « L'accueil des réfugiés d'Asie du Sud-Est à Rennes » de Ida Simon-Baruch et de Chantal Robineau, « Réfugiés d'Asie du Sud-Est : les groupes d'accueil en Ile-et-Villaine ».

Du Centre de Recherches Tsiganes de l'Université de Paris V, « Pluriel » reproduit également un travail de Jean-Pierre Liégeois : « Rejets éternels : les collectivités locales face aux Tsiganes et aux nomades ». Ces éléments de travaux de recherches en cours que « Pluriel » met ainsi à la portée du public, possèdent tous une profondeur et qualité d'analyse qui les rendent d'extrême utilité aux intéressés par ce domaine des sciences humaines. « Pluriel » diffusion « L'Harmattan », 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris, le n° 20 F. D.L.

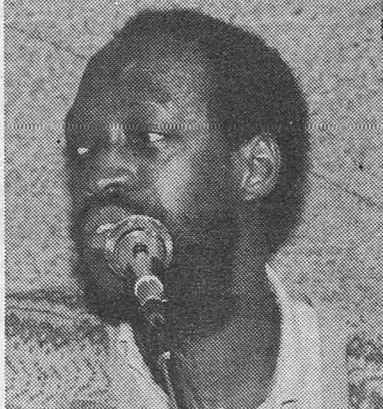
Gilberto Gil Umbelina chantre du principe

Des rythmes profonds d'une harmonie capricieuse qui se touchent au fond des tripes ; une communication facile et chaleureuse, un délaissement rapide, et la sortie, tout d'un coup, de l'univers quotidien de normes et soucis, d'impératifs et règles, de hiérarchies et contraintes, notre univers besogneux des capitales avancées.

Cela peut vous arriver au « Jazz o Brasil » emportés par les rythmes et les sonorités mélodieuses des tropiques (Brasil-Afrique), par la chaleur des voix de couleur, puissantes, insoupçonnables de mouvement.

Au « Jazz o Brasil », Gilberto Gil Umbelina est en train de tracer sa voie de chantre des frais peuples africains victimes de l'histoire récente. Gilberto porte en lui leurs rythmes diffus aux mouvements syncopés, qui nous transportent au fond de nous-mêmes. Ces vers au symbolisme naïf évoquent le pays et le peuple par des références détournées, pudiques. « Voa, papagaio, voa » ! (Vole, perroquet, vole !) peut contenir le registre du dessein de libération des contraintes de la nature, aussi bien que de la condition de dominé. Une autre composition, « Une rose a poussé dans le jardin de Bissau », établit la coïncidence d'un événement de famille avec le triomphe final des guerilleros, dans des évocations de l'univers domestique.

Ce contraste de quotidien et d'action morale et politique, semble



nous livrer une clef de l'inspiration concrète du poète.

Gilberto Umbelina met en musique les gens du Principe et de Sao Tomé îles du golfe de Guinée) - son terreau inoubliable et source fondamentale de réflexion. Joueur de guitare des capitales européennes (Paris-Lisbonne-Amsterdam), il hérite la capacité d'improvisation et de communication des grands interprètes noirs du jazz. Il reprend superbement les mélodies du samba brésilien, des mornas et coladeiras cap-verdiennes, des chansons populaires du portugais José Afonso et de l'angolais Rui Mingas.

Mais Gilberto prend aussi les rythmes dans la salle, auprès de son public, qu'il émeut facilement. Sa musique vit de cette communication. Et lorsque les policiers intimident dans la rue et à travers la vitrine, il introduit dans la mélodie : « M'sieur policier, vous qui êtes fils du... les, c'est nous jouer » ; ou, en hommage à l'efficacité de la barwoman : « Jeannette, ouvre la porte ».

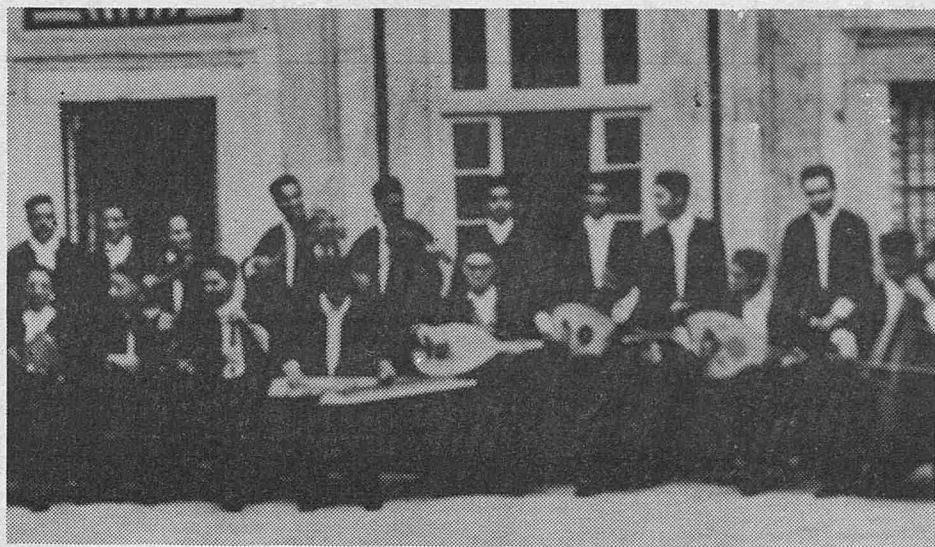
Simplicité, solidarité, fraternité c'est l'autre côté du show de Gilberto Umbelina. Son micro non seulement répand des messages de beauté en sonorités assimilées, dans les ports de plusieurs continents, mais il est aussi offert aux jeunes, aux camarades de passage (Tete, interprète angolais) qui cherchent un contact avec le public.

Les soirées du « Jazz O Brasil » sont plus d'un dosage du bonheur retrouvé dans le profond de nos insoucieuses origines. Chacun peut aussi y retrouver son rythme.

D. Lacerda

« Jazz o Brasil », cabaret-concert, 38 rue Mouftart, Paris 5^e.

Eminemment populaire le Malouf désigne en Tunisie, mais aussi en Libye et dans la région constantinoise la musique classique arabo-andalouse telle qu'elle a survécu et évolué jusqu'à nos jours depuis « L'âge d'or » des grands khalifats d'Espagne musulmane.



L'orchestre de la Rachidia

A l'écoute des traditions musicales

Le Malouf Tunisien

Un effort particulier a été fait en Tunisie où fut fondé en 1934, l'Institut de la « Rachidia » peu de temps après le Congrès International de Musique Arabe du Caire (1932). Ce congrès fut un événement sans précédent où se rencontrèrent de nombreuses sommités : musicologues, musiciens et compositeurs du monde musulman tels que Saïd Ali Darouish d'Alep et Khmayyis Tarnan, et quelques occidentaux tel le compositeur hongrois Bella Bartok. Leur but était notamment de préserver la musique arabe de l'anéantissement en inventant un système de notation efficace, ce qui lui faisait défaut. Jusqu'alors, la tradition orale était le seul moyen de transmission du répertoire des musiques savantes de l'Orient : la



Khemaies Ternane au Oud Arbi

musique arabo-andalouse du Maghreb, le « maqam al Iraki » (le « maqam » en Irak ne correspond pas seulement à un mode mais à un genre vocal et instrumental déterminé et fixé par la tradition), le « Muwashah » syrien d'Alep, le « Dawr » Egyptien, etc...

Ces formes extrêmement raffinées se voyaient dès cette époque dénigrées non seulement par les colonialistes, mais par nombre d'intellectuels arabes fermement persuadés de la supériorité de la civilisation européenne.

La Kachidiyya doit son nom à Mohamed Er Rachid, deuxième Bey de la dynastie Housseinite, mort en 1759.

Poète et musicien, il jouait du « Oud » (luth) et le « Kamantsha » (iolon) ; on lui doit, paraît-il, de nombreuses pièces instrumentales

telles que les « Bashraf » d'influence turque et certains préludes de la « Nouba » qu'il remania par ailleurs. Il renonça à son trône pour se consacrer à la musique.

Khmayyis Tarnan, illustre chanteur et compositeur fut le premier directeur chef d'orchestre et cofondateur de l'Institut de la Rachidiyya. Il développa une énergie considérable afin de protéger et d'enseigner le « Malouf ». A partir de cette époque, on commença à noter systématiquement cette musique auprès des vieux maîtres du pays et des confréries religieuses. On l'enseigne désormais à l'Institut et dans les Conservatoires tunisiens.

A Tarnan, devaient lui succéder Salah El Mahadi, Abd El Hamid Bel Adja, et l'actuel chef d'orchestre Mohamed Saada. Ahmed Al Wafi, a été toutefois un éminent précurseur avec son école fondée au 19^e siècle.

L'orchestre de la Rachidia, est composé de 22 musiciens : 2 quanoun (cithare), deux Oud sharki (luth), deux Nai (flûte en roseau), deux Rebab (violon traditionnel à pic), trois percussions darbuka, Tar et Naqqarat, huit violons et deux violoncelles, et de 16 choristes (chanteurs).

On notera que cet orchestre, comme son homologue libyen, ont su éviter l'utilisation d'instruments occidentaux tempérés comme le piano, le mandol, la flûte traversière ou la guitare qui dénaturait cette musique ce qui n'est, hélas, pas le cas de l'Algérie et du Maroc...

Le Malouf, est une musique profane ou religieuse dont la forme remonte pour l'essentiel, malgré l'influence bédouine (tribus hilaliennes, etc...) qui déferlèrent dès le 11^e siècle), turque et syro-égyptienne, plus récemment, à cette période de rayonnement culturel intense qui caractérise l'Andalousie arabe entre le 9^e et le 15^e siècle (« Al Andalous » signifiait l'Espagne musulmane).

Je cite : « En 950, la population de l'Espagne arabe seule était passée à 30 millions. Des milliers de villages s'égrainaient tout autour de Cordoue, sur un sol fertile qu'une végétation luxuriante recouvrait. Etirée le long des rives verdoyantes du Guadalquivir, avec ses 28 faubourgs, Cordoue était

déjà, au temps de Abd Al Rahman le Gran, au milieu du 10^e siècle, la plus grande ville de l'occident quant à la surface bâtie. En plus des demeures des vizirs et des fonctionnaires, Madinat Al Zahra possédait alors 113 000 maisons d'habitations, 600 mosquées, 300 hammams, 50 Hôpitaux, 80 écoles publiques, 17 medersas, plus de 20 bibliothèques publiques renfermant des centaines de milliers de livres. Cela en un temps où aucune ville de la chrétienté, hormis Constantinople, ne comptait plus de 30



Ahmedelwafi

000 habitants, ne possédant d'hôpital, d'université, de bibliothèque digne de ce nom, ni même de bain public. Les rues de Cordoue sur lesquelles donnaient 80 000 magasins, étaient non seulement pavées et régulièrement débarassées de leurs débris par des chars à boeufs, mais également éclairées la nuit par des lanternes accrochées aux murs des maisons ».

C'est à cette époque, que Ziriab, de son vrai nom Abou El Hassen Ali Ibn Nafaa, après de brillantes études à l'école musicale de Bagdad auprès de Ishak Mawssilly, reforma profondément la musique en Andalousie et apporta de nombreuses modifications au Oud et à sa technique. Il élabora une théorie mystique de la musique selon laquelle chaque corde du Oud correspondait à une humeur, un sentiment de l'homme.

Ziriab fonda la première école de musique andalouse ; il fut ainsi le fondateur des traditions musicales de l'Espagne.

L'Occident chrétien fut fortement marqué par ce rayonnement culturel, il est évident qu'il adopta différents instruments

arabes dont le Oud, le Quanoun etc...

C'est par le truchement de l'Espagne arabe que pénétrèrent les oeuvres des penseurs et philosophes de la Grèce antique.

La Nouba ou suite est une forme des plus anciennes du Malouf et de la musique du Maghreb. On la connaît aussi en Egypte sous le nom de Oualas et en Turquie sous le nom de Fasil.

En Tunisie on en connaît 13, le principe fondamental en est l'unité du mode, chacune d'elle est composée dans un maqam ou tab différent, ex : Nouba Raml Maya, Nouba Rast Dhil, Nouba Asbain... Les suites sont réglées en Tunisie de façon chronologique ; il faut commencer par la suite en Dhil puis le jour suivant la suite en Iraq, puis en Sica etc... On évite, par superstition, de jouer l'intégralité de la Nouba Nawa, car on raconte que chaque fois qu'on exécute en entier la famille ou l'orchestre se désunit.

La structure de toutes les Noubas est identique. Elle se compose d'une succession de pièces instrumentales improvisées (Istikbar) ou non (Al Istiftah, Al Tushiya etc...) et de chants : les Muwashah, les Zajal, les uns composés sur des poèmes en arabe littéraire, les autres en dialectal. Ces différentes parties portent des noms spécifiques et se jouent sur des rythmes et des tempos très variés. (Les poèmes courtois des troubadours du Moyen-âge provençal en subirent la très nette influence).

La Nouba tunisienne se divise en neuf parties principales : 1) Al Istiftah ; 2) Al M'Caddar ; 3) Al Abyat ; 4) Al Btayi ; 5) Al Tushiya ; 6) Al Barouel ; 7) Al Draj ; 8) Al Khafif ; 9) Al Khatm.

Extrait du Al Khatm de la Nouba Raml Maya (Tawsih) :

« Dieu fait ce qui lui plaît
Dieu juge et décide à son gré
C'est à Dieu qu'appartient le gouvernement des hommes
Lui l'unique, le sans pareil, le glorieux !
Dieu pardonne dans sa grâce à qui lui plaît de parmi ses esclaves... »

Julien Weiss

Le Koweït à Lisbonne

La sélection Koweïtienne de football, qualifiée pour le prochain « Mundial » en Espagne, a quitté, dimanche, Koweït pour Lisbonne, où elle doit effectuer un stage de préparation d'un mois.

Pendant son séjour à Lisbonne, l'équipe Koweïtienne sera logée à l'hôtel « Astoria ». Après ce stage dans la capitale Portugaise, elle poursuivra sa préparation au Maroc, jusqu'à son départ pour Tordesillas (vieille-Castille), son lieu de résidence pendant le premier tour du « Mundial ».

Le Koweït y sera opposé, dans le groupe 4, à la Tchécoslovaquie, la France et l'Angleterre.

Le Kenyan vainqueur pour la cinquième fois

Le Kenyan Shekhar Mehta, associé à son compatriote Mike Dought, a remporté officiellement, sur « Datsun violet GT », la trentième édition du « Marlboro Safari Rally », lundi après-midi à Nairobi.

À l'issue de la troisième et dernière étape, l'équipage Kenyan a devancé les Allemands de l'Ouest Walter Rohrl et Christian Geistdorfer (Opel Ascona 400) et les Kenyans Mike Kirkland et Anton Levitan (Datsun Silvia).

Shekhar Mehta remporte ainsi pour la cinquième fois l'épreuve Kenyanne qui compte pour le championnat du monde des rallyes (pilotes et marques), après ses succès obtenus en 1973, 1979, 1980 et 1981, à chaque fois sur Datsun.

Tizi-Ouzou battu et Kouba en échec ...

Tizi Ouzou et Tonnerre de Yaoundé battus, Kouba et Dynamos tenus en échec, les seizièmes de finale aller de la 18ème coupe d'Afrique des clubs champions de football qui ont eu lieu ce week-end, n'ont pas toujours été conformes à la logique.

Les Algériens de Tizi Ouzou, tenants du trophée, se sont donc inclinés 1-0 à Khartoum, un peu à la surprise générale, face au club Soudanais de El Hilal. La suite d'un premier tir de 30 mètres de ABD O Sheikh repousse par le gardien de la Jet, au retour, à Tizi Ouzou, Ali Fergani et ses coéquipiers devraient cependant pouvoir se qualifier.

Le tonnerre de Yaoundé, lui, a été battu à Monrovia par les Libériens de « Invincible Eleven », 1-0. Les Camerounais se qualifieront certainement lors du match retour, mais cette défaite a valeur d'avertissement pour eux, tout comme pour Tizi Ouzou.

L'autre club Algérien engagé dans la compétition, le RS Kouba, malgré une assez nette domination, n'a pu, chez lui, venir à bout des Marocains de Kenitra (1-1). Kouba n'a égalisé qu'à la 89ème minute, et encore grâce à une tête du défenseur Marocain Nekili trompant son gardien Fettah.

A.F.P.

18-Sans Frontière

ICI ET LA

sport

Vendredi 16 avril 1982

Khalef, entraîneur de l'équipe Algérienne:

« GARDONS LES PIEDS SUR TERRE »

A 38 ans, Mahiedine Khalef, sera l'un des plus jeunes entraîneurs présents au « Mundial ». Les responsables du football Algérien lui ont en effet confié la sélection le 25 février dernier, déchargeant ainsi le soviétique Evgueni Rogov, une centaine de jours seulement avant l'ouverture de la compétition mondiale en Espagne...

Khalef, investi de sa nouvelle charge de sélectionneur national s'est aussitôt rendu en France en compagnie de M. Benamani, délégué de la Fédération Algérienne pour régler les derniers détails administratifs pour le voyage en Espagne, avec les internationaux évoluant dans le football professionnel français. Ainsi a-t-il pu assister à Tours/Laval et à plusieurs matches du Paris St-Germain entre autres au cours d'une tournée de deux semaines, clôturée par un déjeuner avec M. Fernand Sastre, président de la Fédération Française.

« Tous les dirigeants que nous avons rencontrés se sont montrés très compréhensifs et ont tout fait pour nous faciliter la tâche », déclare Mahiedine Khalef, qu'a déjà en tête les noms des internationaux évoluant en France et qu'il emmènera en Espagne :

« Maroc, Liegeon, Djaadaoui, Kourichi, Mansouri, Dahleb,

Chebel, Bourebou, mais la liste n'est pas close ».

Il est encore trop tôt pour estimer que Khalef envisage, pour les matches que l'Algérie va disputer au premier tour du « Mundial », une équipe à ossature « Française ». Il existe en Algérie d'excellents éléments, tels que Belloumi, Madjer et d'autres comme Kaci Saïd ou Larbes, qui ont autant de chances d'être titulaires dès le premier match, contre la RFA, le 16 juin à Oviedo.

« Il n'y a aucune rivalité entre les pros jouant à l'étranger et les amateurs Algériens. Leurs rapports sont très bons. Le « Mundial » est une affaire d'intérêt national », estime Khalef, dont la responsabilité est bien grande désormais :

« C'est vrai, j'ai beaucoup réfléchi avant de prendre en mains l'équipe nationale, mais ayant oc-

cupé ce poste en 1979 et 1980, je connais déjà bien les joueurs et il n'y a eu aucun problème d'adaptation. On m'avait curieusement retiré la sélection, malgré les bons résultats obtenus aux jeux Olympiques ».

Méditerranéen, Khalef, est bien sûr un adepte au jeu latin, fait de vivacité, de technique et d'esprit d'imagination : « Je tiens compte de mes origines et l'Algérie pratiquera un jeu typiquement méditerranéen, dans lequel elle est très à l'aise. Il nous faut cependant beaucoup travailler dans le domaine de la condition physique et de la rigueur ». A ce titre, d'ailleurs, l'équipe d'Algérie a quelque peu déçu lors de la dernière coupe d'Afrique des Nations, en Libye.

Certains observateurs, estimant même que l'Algérie n'avait plus rien d'un épouvantail, craignent

une grosse désillusion face à la RFA, l'Autriche et le Chili au Mundial.

« Nous sommes effectivement tombés dans un groupe difficile, composé de trois équipes expérimentées, mais nous jouerons à fond notre chance et vous savez bien que, sur un match, une surprise n'est jamais à exclure ». Khalef a encore en mémoire l'excellent parcours réalisé par la Tunisie en Argentine en 78 et ce 0/0 face à la RFA...

« Cela dit, poursuit Khalef, gardons les pieds sur terre. Notre participation au « Mundial » Espagnol est déjà un fait très positif pour notre jeunesse. Le football est le sport numéro 1 en Algérie et nous comptons déjà 60.000 licenciés ». M. Benamani, délégué de la Fédération Algérienne devait conclure : « Pour peu que le ciel soit rose en Espagne, nous comptons sur une progression appréciable du nombre de licenciés. Le « Mundial » est un déclic pour le football Algérien ».

Samedi prochain, le public français découvrira cette jeune équipe d'Algérie. Au stade Grimonprez-Jooris de Lille, où la sélection Algérienne se mesurera au Lille O.S.C. Le « Mundial » est commencé pour Mahiedine Khalef et ses hommes.

A.F.P.

Grève des footballeurs Espagnols:

UN ECHEC LOURD DE CONSEQUENCES

Le mouvement de grève qui devrait débuter dimanche, à l'occasion de la 32ème journée du championnat d'Espagne de football, à l'appel de l'association des footballeurs espagnols (A.F.E.), s'est soldé par un échec cinglant qui sera très lourd de conséquences pour les professionnels, et surtout pour leur syndicat, dont la crédibilité a été sérieusement mise à mal.

Parmi les joueurs de première division, seuls ceux de Castellon, de Saragosse et surtout du Real Madrid, qui font figure d'irréductibles, ont « tenu bon » et sont restés fidèles à leur engagement initial. Mais les 15 autres équipes de division 1 ont pu aligner normalement leurs professionnels, devant des gradins très dégarnis, la situation étant identique dans la catégorie inférieure.

L'épreuve de force a donc clairement tourné en faveur des dirigeants des clubs et de la Fédération Espagnole de Football, dont le fermeté a payé. En annonçant dès le départ qu'ils remplaceraient les joueurs grévistes par des juniors et des amateurs, les présidents des clubs prenaient le risque de fausser le championnat. Mais il mettaient ainsi les professionnels au pied du mur, ces derniers ayant beaucoup plus à

perdre que leurs dirigeants sur le plan financier.

Pour le syndicat, il s'agit là d'un désastre dont il aura beaucoup de mal à se relever. Dès samedi, alors que l'échec était patent, l'A.F.E. avait reconnu sa défaite, tout en maintenant son mot d'ordre de grève. Pour sa part, son président, Joaquin Sierra « Quino », parlait déjà de démission.

L'A.F.E. a mis en cause les « Méthodes délictueuses » des présidents de clubs, qui n'ont reculé devant aucune pression pour faire changer d'avis leurs joueurs,

au départ unanimes dans leur soutien au mot d'ordre de grève.

Le syndicat, dont les responsables tiendront une réunion cruciale dans la soirée de lundi, devra toutefois s'interroger sur la façon dont l'affaire a été menée. Encouragée par le succès des deux précédents mots d'ordre de grève qu'elle avait lancés, en 1979 et au début de la présente saison, l'A.F.E. avait visiblement sous-estimé la détermination des dirigeants face à ce nouveau défi.

Dans l'immédiat, il ne fait guère de doute que le syndicat devra

retirer son mot d'ordre de grève, qui s'appliquait également aux 33ème et 34ème journées du championnat (les 18 et 25 avril) et à la finale de la coupe d'Espagne, que le Real Madrid et le Sporting de Dijon disputeront mardi à Valladolid.

D'autre part, l'A.F.E. s'efforcera, comme l'a indiqué « Quino », de protéger tous les joueurs qui se sont « mouillés » dans l'affaire, et qui craignent des règlements de comptes durant l'inter-saison.

A plus long terme, l'échec de la grève fournit aussi un excellent alibi aux clubs pour refuser de satisfaire les revendications financières qui ont motivé le conflit actuel : le règlement des dettes correspondant à la saison 1980/81, « l'interressement » des joueurs aux contrats publicitaires, et la création d'un fonds de garantie.

Mais il y a plus grave : à deux mois tout juste du « Mundial », la grève n'a rien fait pour améliorer l'idée que les espagnols se font de leur football, ni pour rehausser l'image des joueurs dans l'opinion publique. L'Espagne sera d'autant moins encline à pardonner une éventuelle contre-performance de son équipe en juin et juillet prochains...

Christian Chaise



Jesuis musulman, jesuis heureux

Karim est né au Caire en Egypte il y a 20 ans, de père Copte chrétien, converti à l'Islam, et de mère musulmane. Lorsqu'il a 5 ans, ses parents quittent l'Egypte pour la France. Sa soeur aînée et lui se retrouvent à Paris dans une ville inconnue qui parle une langue inconnue. Sa mère, institutrice en Egypte travaille en usine plusieurs années, à l'Alsacienne. Son père qui connaît le français réussit à être électricien. Les deux enfants iront à l'école dans une classe spécialisée pour élèves immigrés. La famille retourne deux ou trois fois en Egypte pour les vacances. Karim est choyé, fêté... Il aime aller là-bas. Il s'y sent bien. Après plusieurs années d'absence, il revient au Caire où il reste quatre mois ; il aurait dû faire son service militaire pendant 3 ans mais il est réformé. C'est lors de ce dernier retour au pays natal que Karim trouve enfin sa voie : L'Islam. Deux de ses cousins sont Frères Musulmans. Il les admire. Ils sont tolérants, généreux, profondément bons ; ils connaissent le Coran et discutent de longues heures avec Karim, sans chercher à lui imposer leurs idées. C'est ainsi que Karim raconte sa découverte de l'Islam, sa rencontre avec Dieu, avec Allah. Aujourd'hui il suit un stage de micro-informatique à Paris. Mais il veut aller vivre en Egypte définitivement.

- Ma mère me disait - l'Islam c'est ça et mon père - le christianisme c'est ça - Mais ça ne m'intéressait pas tellement. Je zonais un peu. J'étais avec des copains, des mobs, des petites bandes mais sans faire de casses. Ma mère est très croyante. Avec elle je parlais un peu de Dieu ; moi je pensais que Dieu ne pouvait pas exister quand je regardais autour de moi. Ma mère travaillait trop pour faire ses prières, mais elle me disait qu'elle parlait tout le temps avec Dieu, que Dieu l'écoutait. Ça me touchait. Je trouvais que c'était la galère cinq prières, le Ramadan, même si je le faisais comme ma mère et ma soeur. Ma soeur a retrouvé la foi tout à coup, vers 20 ans. Elle s'est mise à prier. Elle a senti qu'elle était musulmane. Moi je ne me sentais pas musulman.

Après 9 ans en France, je suis allé en Egypte. Je commençais à oublier le pays et la langue. Je ne parlais l'Egyptien qu'avec ma mère. C'était limité.

L'été dernier, j'allais mal ici. Pourtant j'avais de bons copains au Lycée, des arabes et des kabyles d'Afrique du Nord. Au fond j'étais mal avec moi et j'étais mal avec les autres.

Je suis retourné en Egypte à ce moment là. Mon cousin est frère Musulman. Il croit que l'Islam peut revivifier le pays. Ce cousin, je l'ai toujours aimé. Il avait 24 ans. Il finissait sa médecine et il venait de se marier. Il m'a demandé pourquoi je ne faisais pas ma prière. Je ne comprenais pas ce qu'il me voulait. J'ai beaucoup discuté avec lui. Je parlais plus facilement avec lui qu'avec ma mère sur l'Islam. J'étais sceptique. Mais il avait une telle foi... Il avait la pêche pour parler de l'Islam. J'allais partout pour discuter dans les mosquées, j'allais voir des vieux, des cheikhs, des soufis.

J'ai su que Dieu existe. Quand j'ai quitté la France, j'étais vide, sec... Je suis revenu avec du souffle.

Pour le Coran, je cherchais toujours à l'avoir en France mais je n'en ai jamais eu entre les mains. Je ne savais pas que je pouvais le trouver. Au Caire j'ai acheté le Coran en Français. Je lisais une sourate en français, j'écoutais le disque en arabe, j'étais très ému.

Un orgasme spirituel

Un jour chez mon oncle, j'ai eu un songe éveillé. C'est une aventure métaphysique. Je dormais dans un grand salon. Mon oncle m'avait raconté que quand il était jeune, il y avait une femme qui n'était pas une femme, qui venait le visiter. On parle souvent des esprits, des Djinn. Mon père m'avait aussi parlé de ça. J'étais sous les couvertures. J'avais peur. Je pensais à Dieu. D'un seul coup j'ai senti une lumière. J'ai enlevé mes couvertures. On me disait - n'aie peur de rien - Avec le canapé je me sentais descendre



Karim a 20 ans. Il est immigré égyptien, à Paris depuis 15 ans. Il parle avec feu et sérénité de sa nouvelle foi dans l'Islam. Il dit en riant qu'il se surprend parfois à prêcher. Si ces paroles de Karim pouvaient susciter un échange sur la question de l'Islam dans Sans-Frontière...cet échange serait le bienvenu.

dans un puits, doucement. Je m'enfonçais dans un monde d'amour. Autour du puits des gens en blanc chantaient et dansaient. C'était vraiment un orgasme spirituel. Je voulais réveiller tout le monde. Le lendemain j'ai raconté le songe de la veille on m'a dit - c'est la nuit de la destinée, la nuit des songes

Avec Dieu, je découvre les autres

Quand je suis revenu en France, j'étais imprégné de Dieu. Mes copains me disaient - Qu'est-ce que tu as à nous raconter ? - Moi je leur répondais - ma rencontre avec Dieu - Ils faisaient - ah bon ! - parce que pour eux Dieu... ils ne comprenaient pas. Je parlais. Ils m'écoutaient avec respect. Je leur expliquais que pour moi ce n'était pas une fuite, la foi. J'ai lu, sur l'Islam et sur les autres religions pour être sûr que je ne me trompais pas. Depuis mon retour, j'ai l'impression de pêcher. J'ai découvert Dieu en terre d'Islam, dans mon pays, dans ma famille. Le premier contact que j'ai eu avec Dieu c'est la nuit où le Coran a été révélé. L'Islam est la dernière religion après le christianisme et le judaïsme. Le Coran explique la Création. C'est Mahomet analphabète sans pouvoir qui a révélé le Coran et qui a Islamisé 23 pays. C'est pas un mystère, c'est Dieu.

Depuis que je suis Musulman pratiquant je me suis découvert, je découvre les autres. Je ne m'ennuie plus. Je me sens heureux, en paix avec moi, avec les autres, patient. Je sais que je suis sur le chemin de la vérité. Etre musulman c'est avoir les armes, la patience, la paix pour vivre, pour affronter ce qui arrive. C'est pas être fataliste. C'est être en harmonie avec ce qui est autour. On a toujours le choix, on est libre. Le libre-arbitre ça existe.

J'ai l'impression de n'avoir pas assez de temps pour lire, comprendre, connaître. Je me rends compte que j'étais ignare. La gestion, ça ne m'intéresse pas. Mon stage en informatique avec ces chiffres, ces claviers, ces touches, ça m'ennuie. Je voudrais retourner en Egypte. Avoir un petit jardin. Je n'ai plus envie de faire des affaires pour une belle voiture, une belle maison, une belle nana. On rêvait de ça avec les copains. On était dans l'illusion.

J'ai mis une graine

J'ai un copain que je ne vois plus, on n'a rien à se dire maintenant. Avant on se voyait tout le temps. J'ai un autre copain français

qui croit en Dieu, en Allah. Ça lui est arrivé malgré lui. On avait beaucoup discuté avec lui. Tous ceux avec qui il se passait quelque chose, se sont mis à se poser des questions sur Dieu. J'ai mis une graine, j'ai mis le doute. Ici personne ne croit en Dieu. J'ai un copain Kabyle, très fier, très content d'être berbère. Il ne croit pas en Dieu et en plus il blasphème. Il dit toujours - ni Dieu ni Maître - Il m'a dit que je m'étais fait piéger là-bas moi je lui ai répondu que c'est lui qui se faisait piéger ici. On ne peut plus se parler de la religion musulmane. J'ai un copain Algérien, musulman sans savoir pourquoi. Il a été étonné lui aussi de me voir comme ça. Tous les copains en parlent. Avant entre arabes immigrés on ne parlait jamais de ça. Maintenant on en discute, jusque dans le club d'animation. Il se passe toujours quelque chose de très fort. J'ai des copains Algériens qui ont trouvé la vérité dans le Bouddhisme. A Sceaux il y a une secte bouddhiste. Pratiquer pour eux c'est aussi accéder à la vérité ; pour moi, c'est une vérité intelligente, c'est Dieu ; pour eux c'est la vie. Ils n'acceptent pas l'idée de Dieu. Ils disent Na miorend kio et quelque chose se passe. Même la mère musulmane est devenue bouddhiste. Il n'y a pas de père dans cette famille. Les filles sont bouddhistes mais la mère est revenue à l'Islam. Pratiquer c'est se placer devant un parchemin sacré qui contient les vérités de la vie souscrit. Ils récitent la formule à genoux, pendant une ou plusieurs heures jusqu'à l'illumination, le flash qui permet de découvrir les secrets de la vie, la Création, la Mort, l'Au-delà. Pour les filles ça leur a donné une personnalité, ça les a sorties de leur quotidien. Elle pensent que c'est leur chemin. Moi je fais mon chemin.

On a eu un flash

Je leur ai raconté que j'avais eu aussi un flash avec mon copain français. On parlait de Dieu. On essayait de savoir qui est Dieu. On disait que c'est une source d'énergie créatrice et intelligente ; à ce moment-là, on est tombés tous les deux en arrière en extase : on a vu ce dont on venait de parler, c'était une vision intérieure. C'était l'extase. J'ai vu des choses irréelles, c'est vrai je baignais dans l'amour. Dieu c'est la lumière qui combat les ténèbres. Je veux vivre dans un pays où Dieu est présent partout, en Egypte, où on parle de Allah partout. Quand j'entends l'appel à la prière, ça me prend, ça vibre. Je sais que j'ai encore beaucoup à apprendre.

Ma mère s'est mise à prier. Je suis devenu

sa source de référence pour ce que je lis. On se raconte nos songes. Ma soeur est croyante aussi et elle s'est mariée avec un Egyptien musulman. Avant j'étais le zonard de la famille...

La femme n'est pas inférieure

L'Islam a été mal interprété pour les femmes. Mahomet est un libérateur de la femme il lui a donné des droits qu'elle n'avait pas dans l'Arabie pré-Islamique. Je crois que la femme doit être élevée dans la pureté jusqu'au mariage si elle a rencontré Dieu ; l'homme aussi. Je voudrais faire ma vie dans le chemin de Dieu, devant Dieu avec une femme, une seule jusqu'à la fin de ma vie.

Mahomet a dit que la femme doit être consentante pour son mariage. Personne ne peut l'obliger. La femme qui sera ma femme, je l'aurai choisie et elle m'aura choisi. Je suis contre les traditions qui oppriment la femme et qui sont en général pré-Islamiques. Dans le Coran on dit - les femmes sont les égales des hommes, elles ont les mêmes droits qu'eux, mais les hommes ont une prééminence sur elles - prééminence ça veut dire seulement une force physique.

Je m'intéresse aussi au soufisme, c'est le coeur, le centre de l'Islam. Quand on a été élevé ici, on ne peut pas comprendre certaines choses. C'est difficile.

Les frères Musulmans ne sont pas des diables

Je suis à la recherche de la vérité, je suis heureux. Ici on donne une idée fausse des Frères Musulmans. On pense au diable quand on parle d'eux. Moi je les ai trouvés très réfléchis, pas fanatiques. Ils dégagent une lumière. Ils m'ont attiré à cause de ça. Ce qu'ils disaient était profond et clair. Je les ai trouvés tolérants, ceux que j'ai rencontrés. Quand je leur ai parlé du problème de la femme ils m'ont dit - on n'est pas des sauvages - Un vrai croyant ne peut pas admettre l'oppression des femmes. Le Coran n'a jamais dit de maltraiter les femmes. On dit souvent - Dieu a apporté la religion et c'est le diable qui la dirige - A Paris je vais à la Grande Mosquée. Je rencontre des Français convertis à l'Islam, un professeur de yoga, un écrivain, un journaliste, un philosophe. Il me semble toujours que je suis une piste sur laquelle on amis des signes. Une fois dans un train j'ai rencontré un vieux copain avec son amie. Ils m'ont tout de suite dit qu'ils avaient démontré que Dieu n'existe pas. On s'est mis à parler. Je fais beaucoup de rêves prémonitoires. Dans le Coran on dit - Dieu reçoit vos âmes la nuit -.

Je n'ai pas peur de la mort

Je pense qu'après la mort il reste l'âme. Si elle a été avec Dieu dans la vie, elle retrouvera Dieu. C'est ça le paradis, revenir avec Dieu. Je n'ai pas peur de la mort comme les incroyants. Il me semble avoir déjà vu ce qu'il y a après la mort. L'enfer c'est être privé de Dieu. Et même s'il ne reste rien après la mort, je suis heureux. Avec Dieu. Avec Allah.

Mais je peux quand même tomber amoureux d'une femme incroyante... Je l'emmènerai vivre en Egypte et j'aimerais qu'elle pense comme moi. Avec une femme j'atteindrais encore plus Dieu. Dieu transcende la dualité. Dieu c'est l'amour. Avec une femme qui chercherait Dieu on se rapprocherait du moment originel, de la création. A travers l'amour, je veux penser à l'amour de Dieu. Au moment de l'amour on est un, une seule chair, on retrouve Dieu.

Si je suis musulman c'est que je devais l'être. Ma mère me l'a dit. Elle n'a rien fait pour que je devienne croyant elle a demandé à Dieu - guide mon fils si tu veux. Moi je ne peux rien faire. Je suis ici. Il est élevé avec des Français en France, à l'école française. Guide-le - j'ai eu le choix d'être ou non musulman. Avant j'étais athée. Aujourd'hui je suis musulman.

Propos recueillis par
Leïla Sebbar